

## **Les Jeunes en Afrique : un Impératif Démographique pour la Paix et la Sécurité**

Corne de l'Afrique, Grands Lacs et  
région du Sahel



---

### Clause de non-responsabilité

Les opinions exprimées dans le présent document sont celles de l'auteur ou des auteurs et ne représentent pas nécessairement les opinions des Nations Unies, notamment du PNUD, des organismes donateurs ou des États membres des Nations Unies.

## Remerciements

Le présent rapport intitulé :“Les jeunes en Afrique: Un impératif démographique pour la paix et la sécurité” est le produit d'une étude menée par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Centre de Services Régional pour l'Afrique, et s'appuie sur des résultats clés issus de ressources existantes et pertinentes, et des outils de connaissance, notamment le Manuel de programmation des Nations Unies sur les jeunes, la paix et la sécurité (FNUAP, PNUD, DPPA/PBSO, FBA, 2021).

M. Srikirana Devara a servi en qualité de consultant principal et a initié la rédaction de ce rapport, qui a lui-même été enrichi de contributions et d'ajouts d'autres professionnels des Nations Unies, et de jeunes artisans de paix lors des groupes de discussion organisés en 2021 et 2022.

Nous souhaitons adresser nos remerciements particuliers à M. Stan Nkwain, Directeur par intérim du Centre des services régional pour l'Afrique, et à Dr. Roselyn Akombe pour leurs conseils et leurs orientations.

Nous exprimons aussi notre gratitude à Mme Nirina Kiplagat (PNUD), Mme Pauline Deneufbourg (PNUD), et Mr. Baraka Ochieng (PNUD), qui ont guidé le développement de ce rapport, à Mme Raquel Leandro (PNUD) pour ses précieuses révisions et contributions, à Mme Barbara Hall, qui a servi en tant que consultante pour l'édition de ce rapport, à Esso-Samah Tidjow et Danielle Bella Abega pour la traduction en français, et à Christina Christoforou pour la mise en page de ce rapport.<sup>1</sup>

Enfin, cette étude n'aurait pu être menée sans les apports et les précieuses contributions de nombreuses organisations de jeunes et des artisans de paix qui ont été consultés durant le processus de rédaction, et envers qui nous aimerions exprimer notre profonde gratitude.

Droits d'auteur ©PNUD 2023

Tous droits réservés Programme des Nations Unies pour le développement

---

1 Esso-Samah Tidjow, Danielle Bella Abega, et Christina Christoforou ont mis à contribution leurs compétences et leur expertise de manière virtuelle, par le biais du service de volontariat en ligne du Programme des Volontaires des Nations Unies (VNU). Les missions des Volontaires en ligne sont publiées sur la plateforme [Unified Volunteering Platform](https://app.unv.org/) (UVP) : <https://app.unv.org/>.

---

# Contents

Avant-propos .....	03
Introduction.....	04
La nature changeante des conflits.....	07
Principaux cadres guidant la consolidation de la paix et l'engagement des jeunes au niveau mondial et en Afrique .....	10
L'Organisation des Nations Unies .....	11
Le Programme des Nations Unies pour le développement .....	14
L'Union africaine.....	16
Les Communautés économiques régionales.....	17
Principaux outils de prévention des conflits dans les Communautés économiques régionales.....	18
Lacunes et efficacité globale des cadres et outils visant à soutenir les jeunes dans la consolidation de la paix au niveau mondial et en Afrique .....	21
Exemples récents des engagements des Nations Unies en faveur de la consolidation de de la paix au niveau régional.....	34
La Stratégie régionale pour la stabilisation, le redressement, et la résilience des zones du Bassin du Lac Tchad affectées par Boko Haram .....	34
La Stratégie des Nations Unies pour la consolidation de la paix, la prévention des conflits et la résolution des conflits dans la région des Grands Lacs.....	34
Exemples d'efforts gouvernementaux visant à renforcer davantage l'accent mis sur la paix .....	
Éthiopie: Ministère de la Paix .....	35
Défis à la consolidation de la paix menée par les jeunes .....	36
Réflexions sur les infrastructures de paix au niveau sous-régional .....	39
Conclusion .....	40



Novembre 2022 – Aweil, Nord du Bahr el Ghazal, Sud Soudan

Dans le cadre d'une initiative de développement économique pour la paix et la cohésion communautaire, du projet de Consolidation de la paix et Cohésion Communautaire (PACC), des jeunes femmes de différentes communautés sont formées en fabrication de draps de lit. PNUD Sud Soudan



## Avant-propos

De nombreuses recherches menées sur le dividende démographique soulignent que la population jeune de l'Afrique (environ 60 % de la population totale du continent) pourrait stimuler le développement économique.

Cependant, il n'existe que peu d'études sur le lien entre ce dividende économique et démographique, et le maintien de la paix en Afrique : la présente analyse vise à combler ce vide. Elle s'appuie sur des études de cas dans la Corne de l'Afrique, au Sahel et dans la région des Grands Lacs, pour montrer que lorsque l'accent est mis sur les jeunes dans les processus de développement et de consolidation de la paix, il y a plus de chances de s'attaquer durablement à la nature évolutive des conflits violents en Afrique.

Cette étude, réalisée par le Centre de services régional du PNUD pour l'Afrique, montre que dans la Corne de l'Afrique, le Sahel et la région des Grands Lacs, les conflits deviennent plus complexes et se prolongent davantage dans le temps. Elle montre également que les jeunes constituent le segment de la population qui croît le plus rapidement dans ces sous-régions et que ce segment devrait augmenter de façon exponentielle à l'horizon 2050 ; il n'est donc pas surprenant que l'impact des conflits les touche de façon disproportionnée. On assiste aujourd'hui à l'apparition d'une nouvelle tendance, en ce sens que les troubles civils ne se limitent plus aux frontières nationales, tout comme les problèmes associés au changement climatique et à l'insécurité alimentaire. Par conséquent, si les perceptions nationales du rôle des jeunes dans la consolidation de la paix sont essentielles, nous ne devons pas perdre de vue les perspectives régionale et sous-régionale.

C'est pour ces raisons que le rapport recom-

mande de tirer parti des organisations régionales et des Communautés économiques régionales, car elles offrent des avantages comparatifs uniques pour répondre à la nature changeante des conflits et accroître l'inclusion des jeunes dans les interventions de consolidation de la paix. Nous estimons que pour assurer la cohésion sociale et la consolidation de la paix, il est essentiel de libérer le potentiel des jeunes. Pour soutenir ces efforts, le PNUD a élaboré son Cadre renouvelé de gouvernance et de consolidation de la paix en Afrique et le Projet régional pour la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent en Afrique, avec pour objectif général de soutenir et de renforcer efficacement la capacité à réagir des États membres, des responsables politiques, des spécialistes et des principales parties prenantes dans les zones de conflit et de transition.

L'approche du PNUD consiste à aller au-delà de la prise en compte des jeunes dans la planification et le financement du développement au niveau national, pour se concentrer plutôt sur les jeunes en tant que composante essentielle de la population dans la plupart des pays africains. Ils constituent la génération du numérique qui peut, grâce à l'innovation, relever certains des défis de l'Afrique en matière de consolidation de la paix et de développement. Mais cela nécessite un changement de nos approches et du fonctionnement de nos institutions pour accroître la confiance et favoriser l'innovation. Il faut que les jeunes soient effectivement représentés en tant que partenaires égaux ayant une influence à tous les niveaux de la gouvernance et des processus politiques et économiques, plutôt que de les impliquer uniquement pour respecter un critère ou un quota. Le défi que nous devons relever consiste à tirer parti du dividende démographique et à libérer le potentiel des jeunes afin de promouvoir la cohésion sociale, la consolidation de la paix et le développement en Afrique.

**Dr. Roselyn Akombe**

Cheffe de la branche Stratégie de consolidation de la paix et partenariats, DPPA/PBSO

## Introduction

Au cours des dernières décennies, les conflits violents intra-étatiques en Afrique ont fortement réduit la possibilité de passer du discours décrivant un continent en proie à la guerre civile et à l'instabilité à celui d'un continent porteur de croissance économique et de développement positif. En effet, malgré les résultats positifs obtenus grâce aux efforts de consolidation de la paix dans de nombreuses régions, l'Afrique continue d'être confrontée à diverses formes de violence, notamment à l'échelle sous-régionale et par-delà les frontières. Elle connaît également différentes manifestations de la violence, comme le terrorisme et l'extrémisme violent. L'Union africaine (UA) a recensé en 2021 quinze (15) conflits armés dans la région des Grands Lacs, la Corne de l'Afrique et certaines parties du Sahel, notamment en Éthiopie, au Cameroun, au Mali, au Soudan du Sud, en Somalie et en République Démocratique du Congo. Aujourd'hui, les conflits intra-étatiques sont de plus en plus fragmentés et surviennent principalement à plus petite échelle et à la périphérie des États, impliquant davantage d'acteurs non étatiques. Il est donc plus difficile de faire la distinction entre la violence criminelle et la violence politique, les insurgés étant désormais davantage liés à des réseaux transnationaux. Bien que le continent se soit démocratisé, la violence directement associée aux élections a augmenté et a entraîné des chocs sociétaux à court et à moyen terme dans des contextes caractérisés par des tensions et des revendications systématiques liées à la compétition politique.

Le continent a également connu une augmentation de la violence communautaire causée par des conflits pour le contrôle des moyens de subsistance limités, aggravée par une croissance démographique rapide et des facteurs liés au climat. Une forte corrélation

a été établie entre l'exclusion généralisée de l'importante population jeune africaine et la violence. Cela est particulièrement vrai dans les régions où les taux de chômage des jeunes sont comparativement élevés. Toutefois, il ne s'agit pas d'une représentation exacte du rôle des jeunes dans les conflits violents, car la violence n'est perpétrée que par une minorité d'entre eux.

On estime qu'en 2019, environ 230 millions de jeunes (âgés de 15 à 24 ans) vivaient en Afrique, ce qui représente environ 19 pour cent de la population mondiale des jeunes. Les projections indiquent que d'ici 2030, le nombre de jeunes vivant en Afrique augmentera de 42 pour cent au maximum.<sup>2</sup>

Le développement socio-économique et l'inclusion des jeunes dans les processus de consolidation de la paix ont joué un rôle essentiel dans l'instauration de la paix et de la sécurité en Afrique. Malgré les défis socio-économiques et politiques auxquels ils sont confrontés, les jeunes sont dynamiques et utilisent des moyens alternatifs innovants pour participer à la consolidation de la paix au sein de leurs communautés. Leurs interventions comprennent des campagnes de sensibilisation, des dialogues communautaires, un activisme politique et la diffusion d'informations pertinentes, entre autres. Grâce à des réseaux ciblés et à des organisations de la société civile, l'engagement des jeunes

---

2 Fondation Mo Ibrahim. 2019. Rapport du Forum Ibrahim 2019 : [La jeunesse africaine : Migration fautive d'emplois ? Démographie, perspectives économiques et mobilité.](#)

# Les jeunes en Afrique

## Données clés



En 2019, la population jeune en Afrique est estimée à

**230M**

Elle représente

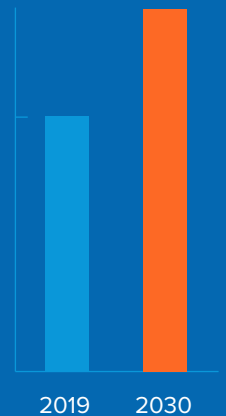
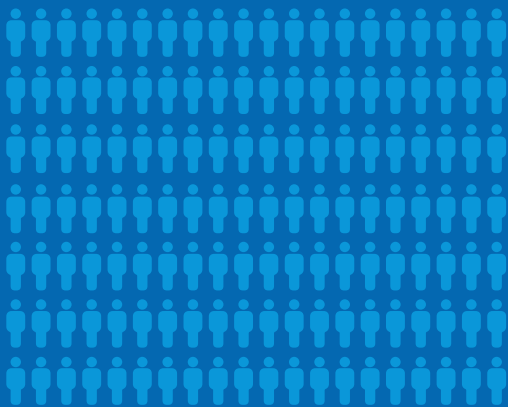
**19%**

de la population jeune au niveau Mondial

Elle devrait augmenter de

**42%**

d'ici à 2030



contribue à la prévention de la violence pendant les périodes électorales, l'alerte précoce par le biais de plateformes en ligne, des campagnes de réconciliation et des dialogues ciblés incluant les communautés.

Bien que l'on reconnaisse de plus en plus le rôle crucial que jouent les jeunes en tant que bâtisseurs de la paix en Afrique, leur inclusion a été relativement minime, inefficace et, en grande partie, sans lien direct avec les infrastructures nationales et officielles de consolidation de la paix. Les exemples toujours plus nombreux de bonnes pratiques en matière de consolidation de la paix suggèrent qu'une approche coordonnée par le biais de mécanismes ciblés, bien conçus et inclusifs permet d'améliorer la résilience des communautés et la cohésion sociale. Il est donc essentiel de comprendre comment tirer parti des solutions innovantes en matière de consolidation de la paix et les diffuser à grande échelle en s'appuyant sur les jeunes hommes et les jeunes femmes du continent, qui représentent une ressource importante. Ces dernières années, l'agenda « Jeunes, paix et sécurité » (JPS) a pris de l'ampleur, marquant ainsi un changement dans la perception globale de la jeunesse et du rôle qu'elle joue dans le domaine de la paix et de la sécurité.

Le présent rapport vise à examiner et à comprendre dans quelle mesure les politiques et programmes de consolidation de la paix en Afrique ont effectivement renforcé le rôle des jeunes en tant qu'agents de changement positifs et innovants dans la consolidation de la paix. Le rapport examine les interventions nationales et régionales liées à l'agenda JPS et fournit des recommandations détaillées pour assurer une meilleure inclusion des interventions menées par les jeunes dans le processus de consolidation de la paix. Le rapport examine également les défis multidimensionnels auxquels sont confrontés les jeunes et fournit une analyse approfondie des théories intersectorielles du changement concernant l'inclusion des jeunes dans la consolidation de la paix et la planification du développement dans les zones touchées par les conflits.

L'analyse de l'inclusion des jeunes dans la consolidation de la paix dans les trois sous-régions du Sahel, des Grands Lacs et de la Corne de l'Afrique est étayée par les questions suivantes qui serviront de fil conducteur :

- Quels sont les cadres existants en matière de consolidation de la paix ?
- Quel a été le rôle des jeunes en matière de consolidation de la paix dans les trois sous-régions ?
- Quels ont été les défis rencontrés par ceux-ci dans leur contribution aux interventions de consolidation de la paix et de cohésion sociale ?
- Dans quelle mesure les cadres et structures formels existants ont-ils renforcé le rôle des jeunes dans la consolidation de la paix ?
- Comment peut-on renforcer l'engagement des jeunes dans ce domaine ?

Les jeunes et la consolidation de la paix étant les principaux domaines d'analyse, le rapport adopte une approche de développement guidée par les positions normatives proposées dans les rapports du Secrétaire général.<sup>34</sup> Il examine les publications et rapports existants produits par des organisations internationales et régionales, des gouvernements, des organisations de la société civile (OSC), et des universitaires. Le rapport a également été élaboré dans le cadre d'un processus consultatif impliquant deux groupes de représentants des jeunes d'Afrique de l'Ouest et Centrale d'une part, et d'Afrique de l'Est et australe d'autre part. Par ailleurs, le présent document est guidé par la nécessité d'abandonner l'analyse dichotomique des jeunes comme auteurs ou victimes de violences, pour se concentrer sur la valeur ajoutée qu'ils peuvent apporter à la consolidation de la paix et à la cohésion sociale.

Le rapport reconnaît que les jeunes et la consolidation de la paix sont des concepts complexes influencés par des facteurs internes et transfrontaliers. Il ne vise cependant pas à offrir un condensé exhaustif de tous les facteurs qui affectent les jeunes et leur rôle dans la gouvernance et la consolidation de la paix, mais s'appuie plutôt sur l'idée selon laquelle la nature des conflits violents a considérablement changé ; les conflits entre les pays et au sein de ceux-ci sont de nature complexe et nécessitent une réponse coordonnée aux niveaux local, national et sous-régional. Ce rapport se focalise principalement sur le niveau sous-régional et fournit une analyse des cadres et des outils sous-régionaux qui influencent l'engagement des jeunes dans la consolidation de la paix.

3 [Rapport du Secrétaire général : Consolidation et pérennisation de la paix. 2020.](#)

4 [Rapport du Secrétaire général : Promotion d'une paix et d'un développement durables en Afrique 2021.](#)



## La nature changeante des conflits

### Analyse de situation

*Quels sont les cadres existants en matière de consolidation de la paix ? Comment ont-ils renforcé le rôle des jeunes dans la consolidation de la paix et la cohésion sociale ?*

Il est de plus en plus reconnu que la nature et la dynamique des conflits violents au niveau mondial connaissent des changements importants. Le rapport 2021 du Secrétaire général<sup>5</sup> note qu'il y a une baisse du nombre de conflits entre États, mais qu'ils ont été remplacés par des conflits non étatiques.

Ces tendances sont également observées en Afrique, où l'on constate une réduction globale des conflits entre États au cours des dernières décennies. Toutefois, l'espace a été occupé par des formes plus complexes et multidimensionnelles de conflits impliquant des structures politiques, économiques et sociales; des idéologies, des acteurs et facteurs volatils, transcendant le plus souvent les frontières nationales. Comme les jeunes représentent le plus grand segment de la population africaine, l'impact de ces tendances continue de les toucher de manière

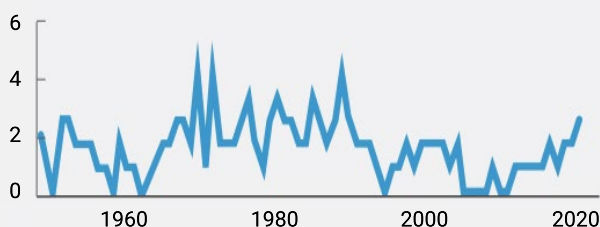
disproportionnée. La nature complexe et compliquée des conflits rend obsolète l'analyse de la situation des jeunes qui repose sur la dichotomie auteurs/victimes. Étant donné que les jeunes représentent un groupe démographique fondamental sur le continent, l'influence globale que ce segment exerce sur la cohésion sociale a des conséquences profondes aux niveaux mondial, régional et national.

### Les initiatives de consolidation de la paix menées par les jeunes gagnent du terrain

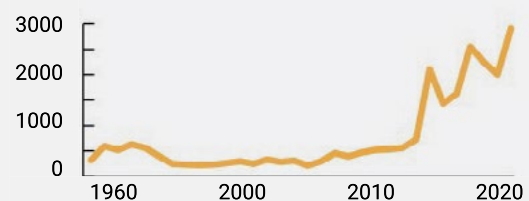
Comme l'indiquent le Rapport mondial, l'Étude indépendante sur les jeunes, la paix et la sécurité,<sup>6</sup> les résolutions du Conseil de sécurité et d'autres évaluations sous-régionales et mondiales, les jeunes ne sont pas des spectateurs passifs; ils se positionnent comme des acteurs actifs et

### CONFLITS ÉTATIQUES ET NON ÉTATIQUES

Conflicts between States, 1946-2020



Rapid increase in non-State conflicts since 2010



Source: Peace Research Institute Oslo, 2020

5 [Notre Programme commun : Rapport du Secrétaire général. 2021.](#)

6 Simpson, G. 2017. Étude indépendante sur les jeunes, la paix et la sécurité.

compétents de la consolidation de la paix. Le Rapport du Secrétaire général sur les Jeunes, la paix et la sécurité, qui a examiné les progrès réalisés depuis l'adoption des Résolutions 2419 et 2250 du Conseil de sécurité,<sup>7</sup> note que, sur la base « des analyses et des données fournies par le système des Nations Unies, les États membres, les organisations régionales et les organisations de la société civile, notamment celles qui sont dirigées par des jeunes et axées sur les jeunes », deux conclusions essentielles ont été établies : (i) une reconnaissance grandissante du rôle essentiel des jeunes en faveur de la paix et de la sécurité ; et (ii) la persistance de défis fondamentaux, notamment des obstacles structurels qui limitent la participation des jeunes et leur capacité à influencer la prise de décision ; des violations de leurs droits fondamentaux ; et des investissements insuffisants pour faciliter leur inclusion, en particulier par l'éducation. Afin de faire progresser l'inclusion des jeunes dans la consolidation de la paix, le Cadre continental de l'Union africaine pour les Jeunes, la paix et la sécurité 2020-2029 fournit des lignes directrices visant à intégrer et à renforcer la participation des jeunes à toutes les étapes des processus de consolidation de la paix. Réflétant davantage les réalités de la jeunesse et de la consolidation de la paix sur le continent, la Position africaine commune de la Commission de l'Union africaine (CUA) sur l'Examen 2020 de l'Architecture de consolidation de la paix des Nations Unies accorde une attention particulière à la jeunesse ainsi qu'aux approches régionales en matière de consolidation de la paix, comme indiqué ci-après :

#### Les jeunes et la consolidation de la paix:

1. Les questions transversales : Les jeunes, la paix et la sécurité sont des questions transversales qui nécessitent d'être associées à des programmes et interventions particulièrement centrés sur la protection sociale, la consolidation de la paix et l'autonomisation des jeunes.
2. Les jeunes comme moteurs du changement : Les jeunes sont au cœur de l'instabilité, aussi bien en tant que victimes, qu'acteurs et, de plus en plus, en tant que vecteurs potentiels de changement.
3. L'engagement accru des jeunes : Le rôle important

des jeunes au sein des structures politiques et de gouvernance est de plus en plus reconnu.

4. L'autonomisation : Les politiques proactives qui aboutissent à l'autonomisation politique, économique et sociale des jeunes peuvent contribuer à réduire la tentation de rejoindre les réseaux criminels et d'extrémisme violent ainsi que l'immigration clandestine.

#### L'approche régionale en matière de consolidation de la paix:

1. Dimensions transfrontalières : Les conflits ont tendance à s'étendre au-delà des frontières, affectant la sécurité des communautés ainsi que les activités économiques et la stabilité politique au-delà des pays. Le constat croissant selon lequel ces crises et les efforts de consolidation de la paix qui y sont liés ne peuvent être traités de manière adéquate dans des contextes nationaux a favorisé l'adoption d'une approche régionale de gestion des crises et de consolidation de la paix. Ainsi, des approches régionales ont été développées pour soutenir les efforts de consolidation de la paix dans le Bassin du Lac Tchad, la région des Grands Lacs, le Bassin du fleuve Mano et la région du Sahel.
2. Cohérence : Il est nécessaire de renforcer la collaboration entre les différents partenaires dans les engagements sous-régionaux.<sup>8</sup>

7 [Rapport du Secrétaire général : Jeunesse, paix et sécurité. 2020.](#)

8 [Union africaine. 2020. Rapport du Président de la Commission de l'Union africaine sur la Position africaine commune concernant l'Examen 2020 de l'Architecture de consolidation de la paix des Nations Unies, vers un système mondial renforcé de consolidation de la paix.](#)

Janvier 2023 – Dapaong, Togo. Projet transfrontalier avec le partenaire local Refed/s and Rafia, appuyant les groupes de femmes dans la prefecture de Kpendjal. PNUD Togo





## Principaux cadres guidant la consolidation de la paix et l'engagement des jeunes au niveau mondial et en Afrique

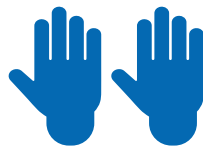
Novembre 2022 – Communauté  
rurale de Miti, Sud Kivu,  
République Démocratique du  
Congo. Jeune homme participant  
au dialogue sur les jeunes, la paix  
et la sécurité. PNUD RDC



## L'Organisation des Nations Unies

L'approche des Nations Unies en ce qui concerne les jeunes et la consolidation de la paix a également évolué au fil du temps. Les résolutions 2250 (2015), 2419 (2018) et 2535 (2020) du Conseil de sécurité soulignent l'importance des jeunes dans la consolidation et le maintien de la paix. Ces résolutions du Conseil marquent un tournant dans la reconnaissance des jeunes en tant qu'acteurs essentiels capables de soutenir la consolidation de la paix. La résolution 2250 du Conseil de sécurité identifie cinq piliers d'action et « appelle à la mise en place de mécanismes qui permettent la participation significative des jeunes femmes et des jeunes hommes aux processus de paix et au règlement des différends, et qui s'attaquent aux causes profondes de la montée de l'extrémisme violent et des conflits ».<sup>9</sup>

### Les cinq piliers définis par la résolution 2250 du Conseil de sécurité sont les suivants :



#### Participation

Tenir compte de la participation et de l'avis des jeunes dans la prise de décision, de la négociation et la prévention de la violence jusqu'aux accords de paix.



#### Protection

Assurer la protection de la vie et des droits humains des jeunes civils, mener des enquêtes et poursuivre les responsables des crimes perpétrés contre les jeunes.



#### Prévention

Accompagner les jeunes dans la prévention de la violence et dans la promotion d'une culture de tolérance et de dialogue interculturel.



#### Partenariat

Assurer la participation des jeunes à l'élaboration de stratégies de consolidation de la paix pendant et après les conflits aux côtés d'acteurs communautaires et des organes des Nations Unies.



#### Désengagement et réintégration

Investir dans le potentiel des jeunes touchés par les conflits armés en leur offrant des possibilités d'emploi, en mettant en place des politiques de travail inclusives et en leur offrant une éducation qui promeut une culture de la paix.



Depuis la parution, il y a 22 ans, du premier Rapport du Secrétaire général sur les causes de conflits et la promotion d'une paix et d'un développement durable en Afrique, les Nations Unies n'ont cessé d'investir dans l'établissement de partenariats avec des organisations clés afin de mener une action conjointe pour la prévention des conflits et le maintien de la paix. Par exemple, le Cadre commun Organisation des Nations Unies-Union africaine pour un partenariat renforcé en matière de paix et de sécurité est l'une des principales initiatives visant à « mener une action concertée dès les

premiers signes d'un conflit sur le continent africain ». Le Cadre met l'accent sur l'identification et la réponse aux indicateurs de conflits potentiels, la planification de la prévention, et sur la coopération pour assurer une alerte précoce. Si les efforts de prévention échouent, la Commission de l'Union africaine et le Secrétariat des Nations Unies s'engagent à travailler ensemble à tous les niveaux de la gestion des conflits – diplomatie préventive, médiation, maintien de la paix, rétablissement de la paix et consolidation de la paix.

Figure 1 : Partenariat ONU-UA en matière de prévention des conflits et de médiation, de maintien de la paix et de consolidation de la paix, août 2019-juillet 2020

Comme le montre la Figure 1 ci-dessus, le partenariat entre l'Union africaine et les Nations Unies en matière de prévention des conflits et de médiation, de maintien et de consolidation de la paix pour la période allant d'août 2019 à juillet 2020 a



été multiforme afin de répondre aux différents besoins sur le terrain.

Les résolutions des Nations Unies sur le maintien de la paix mentionnées ci-dessus ont marqué un tournant vers la prévention et la résolution des conflits. Elles réorientent les actions vers la résolution des conflits et adopte une approche systémique globale vers le renforcement de la résilience des sociétés et des institutions tout en relevant les défis liés à la paix et à la sécurité.<sup>10</sup> En envisageant la prévention comme un processus de développement et de gouvernance, dans le cadre de l'Agenda pour la paix et la sécurité, les organes des Nations Unies chargés de la consolidation de la paix, de l'aide humanitaire, des droits humains et du développement appliquent une approche coordonnée et multisectorielle en vue de répondre aux besoins en matière de consolidation de la paix et de prévention des conflits.

En outre, au sein du système des Nations Unies, la Commission de consolidation de la paix fournit un point d'ancrage au dispositif global de consolidation de la paix de l'Organisation des Nations Unies, l'un des éléments de son mandat vise à « réunir tous les intéressés afin qu'ils mobilisent des ressources, proposer des stratégies intégrées aux fins de la consolidation de la paix et du relèvement après les conflits et donner des avis en la matière ».<sup>11</sup> En vue d'orienter et de faire le suivi de ses efforts en faveur du rôle essentiel des jeunes femmes et des jeunes hommes, la Commission a adopté le Plan d'action stratégique sur la jeunesse et la consolidation de la paix. Pour renforcer son travail avec les jeunes et en leur faveur, le système des Nations Unies a lancé en 2018 la Stratégie jeunesse 2030, un cadre général destiné à orienter son travail autour des « trois piliers que sont la paix et la sécurité, les droits humains et le développement durable ».<sup>12</sup>

De même, le Fonds pour la consolidation de la paix du Secrétaire général des Nations Unies (PBF) est l'instrument financier de l'Organisation utilisé pour soutenir les interventions de maintien de la paix dans les pays ou contextes où un conflit violent risque d'éclater ou sévit déjà. Le Fonds couvre l'ensemble des piliers et soutient la réponse

intégrée des Nations Unies afin de pallier les difficultés liées aux opportunités et aux processus de consolidation de la paix. Par le biais de son Initiative de promotion de la jeunesse (YPI), le PBF soutient des projets novateurs axés sur l'autonomisation et la participation des jeunes et capables de produire des effets catalyseurs concernant les résultats des activités de consolidation de la paix. LeYPI, qui est une compétition annuelle, établit des priorités et met l'accent sur la transparence des partenariats locaux. De plus, le Bureau d'appui à la consolidation de la paix des Nations Unies (PBSO) du Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix (DPPA), en partenariat avec PeaceNexus, a conduit une étude sur la consolidation de la paix au niveau local, qui présente des recommandations pratiques à l'attention du PBF, de ses demandeurs et bénéficiaires, ainsi que de la communauté des spécialistes de la consolidation de la paix, afin d'orienter la conception des futurs programmes de consolidation de la paix au niveau local.

Reconnaissant le rôle des gouvernements dans la prévention et l'atténuation des conflits et l'orientation des parties prenantes nationales dans le développement de solutions spécifiques au contexte pour relever les défis, il a été créé le Programme conjoint PNUD-DPPA-Bureau de la coordination des activités de développement sur le renforcement des capacités nationales pour la prévention des conflits. Le Programme regroupe les initiatives politiques, de consolidation de la paix et de développement, et travaille également en étroite collaboration avec les responsables des Nations Unies au niveau national pour consolider et soutenir davantage les efforts de prévention.

10 Ibid.

11 [Commission de consolidation de la paix des Nations Unies. Mandat.](#)

12 [Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies. Réseau inter-agences des Nations Unies pour le développement de la jeunesse.](#)

## Le Programme des Nations Unies pour le développement

Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) s'est fortement engagé à faciliter la consolidation de la paix par les jeunes en aidant les gouvernements nationaux et les structures sous-régionales à traduire les cadres en engagements programmatiques et politiques réels. La toute première Stratégie pour la jeunesse 2014-2017 a constitué un changement de paradigme pour le travail de développement du PNUD. La Stratégie reconnaît les jeunes comme des partenaires du développement, des instigateurs et des catalyseurs du changement, en accordant une attention particulière à l'importance de travailler avec les femmes et les jeunes issus de groupes marginalisés.

Juin 2022 – Mombasa, Kenya.  
Des jeunes de différentes  
confessions religieuses plantent  
des arbres avec le chef de zone  
et le coordinateur du programme  
santé du département, Notre  
Dame de Fatma, Kongowea  
Parish. Credit photo: Hamad  
Tenguri







Juillet 2022 – District de Mtwara, région de Mtwara, Tanzanie. Une participante exprimant ses idées sur la façon dont les jeunes dans leur communauté locale peuvent participer dans les processus de consolidation de la paix, pendant l'atelier de sensibilisation à la paix, avec des groupes de jeunes. Credit photo: Global Peace Foundation Tanzanie.

TD'un point de vue thématique, la Stratégie présente une vision forte de l'engagement des jeunes et de l'appui à leur autonomisation en matière de gouvernance, d'emploi et de moyens de subsistance, ainsi que du renforcement de la résilience de leurs communautés.<sup>13</sup> Elle soutient les réformes législatives et politiques favorables aux jeunes, facilite l'accès aux services, promeut les droits et crée de nouvelles opportunités de participation à la vie politique, publique et économique, de renforcement de la résilience et de consolidation de la paix à tous les niveaux, ainsi que de développement des capacités des jeunes, de mise en réseau et de plaidoyer.<sup>14</sup> Le PNUD a également soutenu l'élaboration du Manuel de programmation sur les jeunes, la paix et la sécurité en collaboration avec le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), le DPPA et la Folke Bernadotte Academy, l'Agence suédoise pour la paix, la sécurité et le développement. Le Manuel contribue à la préparation opérationnelle et au renforcement des capacités des spécialistes des Nations Unies dans la mise en œuvre de l'AgendaJeunes, paix et sécurité. Au-delà du système des Nations Unies, il fournit également des idées et des conseils aux partenaires et aux spécialistes, tels que les organisations internationales et régionales, les organisations homologues au niveau national, les mouvements et les réseaux, les organisations dirigées par des jeunes et axées sur la jeunesse, etc.

Le Programme mondial du PNUD pour les jeunes a été élaboré en tant que programme principal pour « donner aux jeunes femmes et aux jeunes hommes les moyens de saisir les opportunités de leur propre développement et d'agir efficacement en tant que citoyens, dirigeants, innovateurs et agents du changement dans leurs communautés, contribuant ainsi au développement durable global et à la paix ». <sup>15</sup>

13 Programme mondial pour la jeunesse, le développement durable et la paix 2016-2020.

14 Ibid

15 Ibid

## L'Union africaine

L'Union africaine a adopté plusieurs instruments normatifs relatifs à la consolidation de la paix et à la prévention des conflits. Ces instruments portent sur les droits humains, la gouvernance et la corruption, les processus de démocratisation, le désarmement, le terrorisme, ainsi que la prévention et la réduction des conflits interétatiques.<sup>16</sup> Le Cadre d'action de l'Union africaine pour la reconstruction et le développement post-conflit (RDPC) est l'une des principales mesures normatives mises en place pour répondre aux besoins des pays sortant d'un conflit et/ou connaissant des transitions difficiles. Les activités englobent six éléments indicatifs : la sécurité ; l'aide humanitaire ou d'urgence ; la gouvernance politique et la transition ; la reconstruction et le développement socio-économiques ; les droits humains ; la justice et la réconciliation ; les femmes et le genre.<sup>17</sup> Un autre cadre normatif essentiel est le Cadre continental de prévention structurelle des conflits (CSCPF) de l'Union africaine, qui vise à fournir une approche coordonnée de la prévention structurelle des conflits à l'échelle de la Commission.<sup>18</sup> Ce cadre entend identifier et résoudre les dysfonctionnements structurels, qui peuvent éventuellement provoquer des conflits violents s'ils ne sont pas résolus.<sup>19</sup> Tout en soulignant le rôle central des États membres dans la prise en compte des dimensions préventives des conflits violents, le CSCPF met l'accent sur la nécessité de développer et de déployer en permanence des mécanismes, des processus et des structures afin de remédier aux faiblesses structurelles sous-jacentes à la prévention des conflits violents.

L'Acte constitutif de l'Union africaine a identifié la jeunesse comme un partenaire important du renforcement de la solidarité et de la cohésion sociale. En outre, l'Union africaine a adopté la Charte africaine de la jeunesse en 2006 comme cadre pour guider les interventions aux niveaux continental et national afin de libérer tout le potentiel des jeunes. La Charte note que les « défis auxquels les jeunes sont confrontés sont par nature interdépendants et intersectoriels, d'où la nécessité d'adopter une approche globale pour trouver des solutions de développement axées sur les jeunes ». L'article

17 de la Charte souligne le rôle important de la jeunesse dans la promotion de la paix et la sécurité en Afrique. L'initiative « Faire taire les armes d'ici 2020 », qui est un projet phare de l'Union africaine dans le cadre de l'Agenda 2063, reconnaît le rôle de la jeunesse comme l'un des principaux moyens pour mettre fin à toutes les guerres en Afrique. Le Programme « Jeunesse Africaine pour la paix », le Plan d'action de l'Envoyé(e) de l'Union africaine pour la jeunesse 2019/2020 et l'Initiative « 1 million d'ici 2021 » sont quelques-uns des principaux mécanismes qui guident les actions en matière de consolidation de la paix et d'engagement des jeunes.

---

16 [Union africaine. Cadre continental de prévention structurelle des conflits](#)

17 Union africaine : Note d'orientation pour la mise en œuvre de la politique de reconstruction et de développement post-conflit de l'Union africaine, Département Paix et Sécurité.

18 [Union africaine. Cadre continental de prévention structurelle des conflits.](#)

19 Ibid



## Les Communautés économiques régionales

Février 2020 – Bamako, Mali. Cumba Diakité dans son atelier. Cette jeune femme entrepreneure est la fondatrice de “By recycl”, une petite entreprise qui recycle des pneus usés pour en faire de l’ameublement d’intérieur. Elle a été sélectionnée à travers le programme d’appui à l’entrepreneuriat des jeunes dans le Sahel, mis en oeuvre par le PNUD et Tony Elumelu Foundation. Ce partenariat vise à former, accompagner, and soutenir financièrement 100,000 jeunes entrepreneurs en Afrique pendant 10 ans, et de jeunes Africains issus de communautés vulnérables dans les sept pays du Sahel suivants: Nigeria, Niger, Tchad, Cameroun, Mauritanie, Mali, Burkina Faso. Credit photo: PNUD/ Aurélia Rusek



Les Communautés économiques régionales (CER) sont des groupements régionaux d’États africains, qui servent de piliers de coordination pour l’Union africaine.<sup>20</sup> Les CER jouent un rôle important dans la mise en oeuvre du programme de consolidation de la paix. Ce rapport note que toutes les CER, à l’exception du Marché commun de l’Afrique orientale et australe (COMESA), n’avaient pas de mandat explicite sur les questions de paix et de sécurité lors de la signature des traités initiaux établissant les organes régionaux.<sup>21</sup> Cependant, reconnaissant que le programme de transformation économique et d’intégration régionale ne peut être réalisé sans une paix durable, toutes les CER, à l’exception de l’Union du Maghreb arabe (UMA), ont actuellement un mandat clair en vertu duquel elles peuvent travailler à la prévention des conflits.<sup>22</sup> Toutes les CER, à l’exception de l’UMA et la Communauté des États sahélo-sahariens (CEN-SAD), ont mis en place un mécanisme d’alerte précoce opérationnel, et trois CER — la Communauté d’Afrique de l’Est (CAE), la Communauté économique des États de l’Afrique centrale (CEEAC) et la Communauté économique des États de l’Afrique de l’Ouest (CEDEAO) — ont créé des Fonds pour la paix afin de soutenir la mise en oeuvre d’initiatives de prévention des conflits.<sup>23</sup>

Les différentes CER ont adopté diverses stratégies pour travailler à l’autonomisation des jeunes dans le cadre de leurs engagements. La CEDEAO dispose d’un Plan pour la jeunesse et du Plan d’action stratégique 2010, qui inclut : le Programme

des volontaires de la CEDEAO ; le Programme humanitaire de la CEDEAO ; et le Programme de la CEDEAO pour le renforcement des capacités des jeunes déplacés.<sup>24</sup> La Communauté d’Afrique de l’Est dispose d’un Plan d’action pour les Organisations de la société civile (OSC) qui s’articule autour de six objectifs, dont l’un est axé sur la jeunesse : « renforcer la participation au mécanisme de prévention, de gestion et de résolution des conflits avec la société civile, les jeunes, les femmes et les médias ». L’un des piliers de la stratégie régionale de l’Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) porte sur la paix et la sécurité, le chômage des jeunes, l’explosion démographique et l’inadéquation de la prestation de services étant identifiés comme des « facteurs de stress démographique ». En 2021, l’IGAD a lancé le Forum de la jeunesse de l’IGAD,<sup>25</sup> dans le but d’établir une plateforme régionale dirigée par les jeunes pour le renforcement de la paix, de la sécurité et de la stabilité dans la région de l’IGAD. Il s’agit peut-être de l’une des initiatives les plus originales destinées à la jeunesse.

20 [Union africaine. Communautés économiques régionales](#)

21 [2020 Nations Unies, Évaluation des capacités de prévention des conflits des communautés économiques régionales africaines.](#)

22 Ibid

23 Ibid

24 [UN iLibrary.](#)

25 [IGAD. CEDEAO](#)

## Principaux outils de prévention des conflits dans les Communautés économiques régionales

Les Communautés économiques régionales (CER) ou les Mécanismes régionaux (MR) ont mis en place une série de politiques sur l'engagement des jeunes dans leurs programmes de paix et de sécurité respectifs.<sup>26</sup> Par exemple, la CEDEAO a donné la priorité à l'autonomisation des jeunes dans son cadre de prévention des conflits ; la CEEAC a élaboré un programme régional pour renforcer les capacités des jeunes dans la gestion des organisations dirigées par des jeunes et des OSC, la prévention des crises et des conflits, ainsi que leur contribution au Mécanisme d'alerte rapide de l'Afrique centrale (MARAC). De même, l'IGAD a intégré la jeunesse dans sa stratégie régionale, et la CAE a lancé une politique de la jeunesse

et a institué un Programme des jeunes Ambassadeurs pour promouvoir l'engagement des jeunes.<sup>27</sup>

Afin de fournir des outils essentiels guidant les engagements sous-régionaux en faveur de la prévention des conflits et décrypter leur efficacité dans le renforcement de la participation des jeunes, le présent rapport s'appuie sur l'évaluation des capacités réalisée en 2020 par les Nations Unies afin de mesurer les capacités des CER à prévenir les conflits, et examine l'accent mis sur la jeunesse dans chacun des outils lorsqu'il existe un objectif explicite et autonome. Voici des outils des CER qui traitent de la prévention des conflits et de l'alerte précoce.

Mars 2020 – Mora, région de Maroua, Extrême Nord du Cameroun. Bernadette Weyme, 29 ans, (extreme droite) une jeune ambassadrice de paix originaire de Meme. "Je veux être une ambassadrice de paix, parce que je veux vivre en harmonie avec ma communauté, et je veux que la paix revienne dans mon village..." Le projet "Jeunes et Stabilisation pour la Paix et la Sécurité dans l'Extrême Nord du Cameroun, est un projet conjoint entre trois agences des Nations Unies, le PNUD, le FNUAP, et UNICEF. Parmi d'autres activités de prévention de l'extrémisme violent, le projet a permis de former 175 jeunes ambassadeurs de paix dans quatre localités: Limani, Meme, Amchide, et Kolofata. Crédit photo: PNUD/ FNUAP/UNICEF/ Aurélia Rusek



26 [Cadre continental de 2020 pour les jeunes, la paix et la sécurité.](#)

27 Ibid

PRINCIPAUX OUTILS ÉLABORÉS PAR LES COMMUNAUTÉS ÉCONOMIQUES RÉGIONALES POUR LA PRÉVENTION DES CONFLITS <sup>28</sup>		FOCUS SUR LES JEUNES
CEDEAO	En lien avec la Résolution 2250 du Conseil de sécurité des Nations Unies, le Cadre de prévention des conflits de la CEDEAO (CPCC) et le Cadre continental de l'Union africaine (UA) pour les jeunes, la paix et la sécurité, le Réseau ouest-africain pour la consolidation de la paix (WANEP) met en œuvre un Programme pour les jeunes, la paix et la sécurité qui donne la priorité à l'éducation à la paix et à la médiation par les pairs, à la participation des jeunes aux processus de paix, et au dialogue ainsi qu'au plaidoyer des jeunes sur la gouvernance, la paix et la sécurité.	
	<b>Cadre de prévention des conflits de la CEDEAO (CPCC)</b> <sup>29</sup> : Le CPCC comprend 14 composantes destinées à renforcer la sécurité humaine et intègre des activités de prévention des conflits (opérationnelles et structurelles), ainsi que des aspects de consolidation de la paix. Le Secrétariat du CPCC placé au sein de la Direction des affaires politiques assure la mise en œuvre de ce cadre.	L'une des 14 composantes du CPCC est l'autonomisation des jeunes
	<b>Réseau d'alerte précoce et de réponse de la CEDEAO (ECOWARN)</b> est un outil d'alerte précoce destiné à surveiller les conflits et à en rendre compte. Il suit un ensemble de 66 indicateurs répartis en cinq thèmes - sécurité, crime et criminalité, gouvernance et droits de l'homme, environnement, et santé (en particulier, les pandémies), tout en intégrant les dimensions de genre dans les cinq domaines thématiques. ECOWARN compte 77 observateurs sur le terrain dans 15 États membres.	
	<b>Diplomatie préventive et médiation</b> : Ce mécanisme comprend l'Autorité des Chefs d'État et de gouvernement, le Conseil de médiation et de sécurité, le Conseil des sages, les Représentants spéciaux des Présidents, et divers Envoyés spéciaux et Facilitateurs. La Division de facilitation de la médiation apporte son soutien à ces organes et structures de médiation.	
	<b>Missions d'observation électorale à long terme de la CEDEAO</b> : Ces missions sont constituées de spécialistes de la prévention des conflits, du genre, des affaires juridiques, des médias et de la sécurité. Elles sont déployées pendant 45 jours et couvrent la période précédant les élections, pendant et après celles-ci. La CEDEAO a créé le Réseau des Commissions électorales d'Afrique de l'Ouest pour soutenir ce processus.	
CEEAC	<b>Mécanisme d'alerte rapide de l'Afrique centrale (MARAC)</b> : Il s'agit de l'élément principal du dispositif de prévention des conflits de la CEEAC. Le MARAC produit des rapports couvrant les situations politiques, sociales, militaires, économiques, sanitaires et climatiques (Règlement du MARAC).	
	<b>Médiation et soutien à la médiation</b> : Les Chefs d'État et de gouvernement de la CEEAC mènent des initiatives de médiation au nom de la Communauté. Le soutien à la médiation est assuré par le Secrétariat général de la CEEAC et l'Unité de diplomatie préventive et de médiation.	
	<b>Bons offices du Secrétaire général</b> : Le Secrétaire général de la CEEAC exerce également de bons offices.	
	<b>Missions d'observation à court terme de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC)</b> : La CEEAC déploie des missions d'observation comme instrument de prévention pour surveiller les élections.	

28 2018 Secrétariat des Nations Unies, Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique (OSAA), Étude cartographique des capacités de prévention des conflits des Communautés économiques régionales africaines.

29 2008 Cadre de prévention des conflits de la CEDEAO.

CAE	<p><b>Mécanisme d'alerte précoce et d'intervention en cas de conflit en Afrique de l'Est (EACWARN) :</b> EACWARN repose sur la collecte de données à partir de sources d'information en accès libre. (Un rapport annuel sur l'état de la paix et de la sécurité au sein de la Communauté d'Afrique de l'Est est envisagé).</p>	
	<p><b>Diplomatie préventive :</b> Le Secrétaire général déploie le Groupe de personnalités éminentes pour assumer des fonctions de diplomatie préventive.</p>	
	<p><b>Médiation et facilitation :</b> Un outil essentiel à la prévention des conflits au sein de la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE) est la médiation et la facilitation (par exemple, lors de leur Sommet de 2016, les Chefs d'État et de gouvernement ont nommé le Président de l'Ouganda comme médiateur, et l'ancien Président de la République-Unie de Tanzanie comme facilitateur dans la situation au Burundi).</p>	
	<p><b>Missions d'observation électorale de la CAE :</b> Ces missions sont dirigées par un ancien Chef d'État et sont composées de trois membres du personnel du Secrétariat de la CAE, d'experts provenant d'institutions de recherche et d'universités, de parlementaires et de groupes de femmes et de jeunes.</p>	La mission est composée de groupes de jeunes
IGAD	<p><b>Mécanisme d'alerte précoce et de réaction aux conflits (CEWARN):</b> Il s'agit d'un mécanisme d'alerte précoce qui s'appuie à la fois sur des sources en accès libre et sur un système de surveillance sur le terrain pour collecter des informations et des données sur cinq thèmes à savoir la sécurité, la gouvernance, l'environnement, l'économie et les questions socioculturelles, le genre étant un thème transversal.</p> <p>L'article 11 du « Protocole sur l'établissement du Mécanisme d'alerte précoce et de réponse aux conflits (CEWARN) » envisage également l'établissement d'Unités nationales d'alerte précoce et de réponse aux conflits (CEWERU). Les CEWERU sont composées d'un comité directeur facultatif, d'un point focal et de comités locaux. Le comité directeur devrait comprendre des décideurs et des fonctionnaires nationaux et provinciaux, la police, l'armée, des représentants de la société civile, y compris des organisations religieuses, des institutions universitaires, des instituts de recherche et d'autres parties prenantes.</p>	
	<p><b>Unité d'appui à la médiation :</b> L'IGAD a créé l'Unité d'appui à la médiation comme indiqué dans la résolution du Comité des Ambassadeurs.</p>	
	<p><b>Diplomatie préventive :</b> Le Secrétaire exécutif fournit de bons offices en matière de diplomatie préventive. L'IGAD a créé des bureaux d'envoyés spéciaux pour diriger et faciliter les processus de médiation dans les pays.</p>	
	<p><b>Missions d'observation électorale de l'IGAD:</b> Ces missions fournissent une assistance électorale et assurent l'observation électorale par le biais de missions d'observation électorale à court terme dans les États membres.</p>	
	<p><b>Forum des femmes de l'IGAD pour la paix :</b> Ce Forum est composé de trois femmes de chaque État membre de l'IGAD, qui représentent l'exécutif, le législatif et la société civile, et qui sont chargées de promouvoir la participation des femmes aux processus de consolidation de la paix et de résolution des conflits, comme le stipule la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies.</p>	
	<p><b>Centre d'excellence de l'IGAD pour la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent:</b> Ce Centre a été créé pour promouvoir le partage régional des bonnes pratiques et des enseignements en matière de prévention et de lutte contre les discours qui incitent à l'extrémisme violent.</p>	

## Lacunes et efficacité globale des cadres et outils visant à soutenir les jeunes dans la consolidation de la paix au niveau mondial et en Afrique

Cadres : Dans le domaine spécifique de la jeunesse et la consolidation de la paix, ce rapport note que les cadres existants élaborés et mis en œuvre par les Nations Unies, l'Union africaine et les Communautés économiques régionales sont suffisamment solides pour prévenir et répondre aux conflits, tout en garantissant un engagement efficace des jeunes dans les processus de consolidation de la paix. Il souligne que les progrès réalisés dans la mise en œuvre des résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies sur les jeunes, la paix et la sécurité et le développement du Cadre continental de l'Union africaine pour les jeunes et la consolidation de la paix fournissent des informations et des enseignements essentiels aux Communautés économiques régionales et aux Mécanismes régionaux leur permettant de renforcer leurs cadres tout en mettant l'accent sur le rôle des jeunes

dans la consolidation de la paix.

Outils : Les conclusions de ce rapport indiquent que les outils de prévention des conflits et d'alerte précoce au sein des CER fournissent des résultats plus probants lorsqu'ils sont consacrés au renforcement de l'engagement des jeunes dans la consolidation de la paix. Cela ne signifie pas pour autant que d'autres outils ne mettent pas l'accent sur les jeunes. Selon ce rapport, étant donné l'augmentation de la population jeune en Afrique, il serait plus judicieux de mettre davantage l'accent sur les jeunes uniquement dans les outils actuels afin de répondre à ces besoins dans les trois sous-régions.

Le rapport note que la nature changeante des conflits, qui transcendent souvent le territoire national et ont tendance à s'étendre au-delà des frontières, exige des Communautés économiques régionales et des Mécanismes régionaux qu'ils tirent parti de leurs avantages comparatifs uniques pour donner, au niveau sous-régional, une impulsion préventive à la nature changeante des conflits et au renforcement du rôle des jeunes dans la consolidation de la paix. La formulation et l'adoption de cadres de stabilisation régionaux, comme on l'a vu dans le Bassin du Lac Tchad, la région des Grands Lacs, le Bassin du fleuve Mano et le Sahel, fournissent des informations essentielles qui peuvent être utilisées pour renforcer la collaboration entre les Communautés économiques régionales et les Mécanismes régionaux, l'Union africaine et les Nations Unies dans le domaine de la consolidation de la paix menée par les jeunes.

### **Rôle et défis des jeunes bâtisseurs de la paix**

*Quel rôle les jeunes ont-ils joué dans la consolidation de la paix dans les trois sous-régions ?*

*À quels défis ont-ils été confrontés ?*





Décembre 2021 – Koulikoro, Mali. Une jeune femme participe au Grand Trail de la Jeunesse pour la Paix, une initiative mise en oeuvre par le PNUD et l'OIM, qui a mobilisé plus de 1500 jeunes hommes et femmes à travers une course à pied et une campagne de communication massive pour la paix et la cohésion sociale, de Bamako à Gao, au Mali.  
Crédit photo: PNUD Mali

En tentant de répondre à ces questions, ce rapport cherche uniquement à comprendre : (i) les tendances sous-régionales dans le Sahel, la région des Grands Lacs et la Corne de l'Afrique; et (ii) les facteurs et les pratiques spécifiques aux jeunes et à la consolidation de la paix qui émergent dans ces trois sous-régions. Il ne s'agit pas de fournir une liste exhaustive, car le contexte national est un facteur très important qui influence les tendances de la construction de la paix par les jeunes.

**A. L'inclusion politique et la représentation des jeunes dans la prise de décision sont de plus en plus reconnues comme des éléments essentiels à la redéfinition du rôle des jeunes dans la consolidation de la paix, mais les progrès sont inégaux et lents.**

La Charte de l'Union africaine, en ses articles 14.2 et 26, fournit un cadre solide pour la participation des jeunes aux structures et processus décisionnels. Pourtant, comme l'ont identifié le Bureau de l'Envoyé pour la jeunesse et l'African Leadership Institute, « bien que l'Afrique soit un continent majoritairement jeune, les jeunes Africains sont absents des tables de prise de décision et ne sont pas représentés dans les structures de gouvernance qui déterminent leur avenir ». Même si les trois sous-régions connaissent des évolutions cruciales qui comblent ces lacunes, selon le rapport du Forum 2019 de la Fondation Mo Ibrahim, 60 % des Africains, principalement des jeunes, pensent que leurs gouvernements font un très mauvais ou un assez mauvais travail pour répondre aux besoins des jeunes.<sup>30</sup>

Cependant, l'action des jeunes pour une plus grande inclusion politique prend forme, l'accent étant mis sur l'élimination des multiples obstacles aux niveaux régional et national (par exemple, les restrictions pour accéder à des fonctions officielles, les capacités financières limitées pour se présenter aux élections, le soutien limité des structures des partis

---

30 Bureau de l'Envoyé pour la jeunesse de l'Union africaine et African Leadership Institute. Juillet 2020. Une plus grande inclusion de la jeunesse africaine dans le service public et la gouvernance.

politiques). Cette attention accrue de la part des jeunes et des organisations dirigées par des jeunes gagne du terrain en vue de changer cet état de fait. Les expériences des organisations de jeunes qui concentrent leurs efforts sur la création d'opportunités pour les jeunes permettent de redéfinir davantage le rôle de ceux-ci en matière de consolidation de la paix, comme décrit ci-dessous.

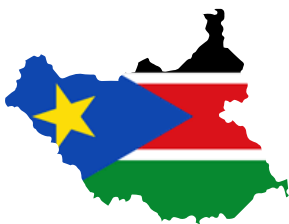
#### Étude de cas :



### # Le mouvement « NotTooYoungToRun » au Nigeria.

Yiaga Africa est un centre civique à but non lucratif axé sur la promotion de la gouvernance démocratique, des droits humains et de l'engagement civique.<sup>31</sup> Il sert de point d'ancrage au mouvement #NotTooYoungToRun au Nigeria.<sup>32</sup> L'objectif de ce mouvement est « non seulement de créer des conditions plus équitables pour les jeunes, mais aussi d'améliorer la compétitivité de la politique électorale au Nigeria en tirant parti de l'innovation, de la créativité, du dynamisme et de l'ingéniosité que les jeunes apportent aux processus électoraux ».<sup>33</sup> Le mouvement #NotTooYoungToRun a défendu le projet de loi sur la réduction de l'âge exigé pour les candidats aux élections. Ce mouvement a été lancé pour demander un amendement constitutionnel. S'attaquant à l'un des principaux obstacles auxquels se heurtent les jeunes — à savoir leur âge — ce mouvement a été galvanisé par la volonté de « fournir des informations à la population » et de faciliter ainsi l'action politique nécessaire en vue de réduire la limite d'âge pour être candidat à l'élection présidentielle de 40 à 35 ans, aux élections législatives fédérales de 30 à 25 ans et aux élections des membres des assemblées locales de 30 à 25 ans. L'impact de la nouvelle loi porte déjà ses fruits : lors des élections de 2019 au Nigeria, 34,2 % des candidats étaient qualifiés de jeunes, contre 21 % lors des élections de 2015.

#### Étude de cas :



### #SouthSudanisWatching

Les plateformes en ligne offrent des opportunités cruciales pour une plus grande interaction avec les jeunes dans des processus tels que les dialogues nationaux et les initiatives de consolidation de la paix qui jettent les bases des programmes de développement futurs du pays. Par exemple, au premier jour du Forum de revitalisation de haut niveau pour le Soudan du Sud, le Forum de la société civile du Soudan du Sud (SSCF) a lancé une campagne sur les réseaux sociaux. Les jeunes portaient des lunettes de soleil et prenaient des selfies, qu'ils partageaient sur les plateformes de réseaux sociaux avec la mention (hashtag) #SouthSudanisWatching. Ces campagnes n'ont pas nécessairement eu un impact direct sur les processus décisionnels, mais elles ont toutefois fait passer un message symboliquement

31 [Yiaga Africa. À propos de nous](#)

32 Bureau de l'Envoyé pour la jeunesse de l'Union africaine et African Leadership Institute. Une plus grande inclusion de la jeunesse africaine dans le service public et la gouvernance.

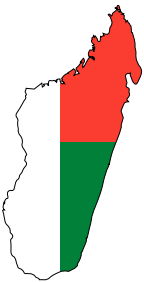
33 Ibid

puissant<sup>34</sup> aux différentes parties prenantes des délibérations sur « l'unité entre les membres de la société civile du Soudan du Sud ». <sup>35</sup>

#### Étude de cas :

### Participation des jeunes aux élections

À Madagascar, l'Observatoire Safidy a permis aux jeunes de participer à l'observation électorale, à la collecte de données et à l'alerte précoce contre la violence électorale. L'Observatoire, avec le soutien du PNUD, a facilité près de 80 pour cent de l'observation électorale menée par des jeunes, dont 50 pour cent étaient des jeunes femmes. <sup>36</sup>



#### Étude de cas :

### Mobilisation communautaire

Se servant de l'art comme outil pour sensibiliser les jeunes et leur donner les moyens de prévenir et de combattre l'extrémisme violent, Youth Peace Art, un groupe de jeunes de Yaoundé, au Cameroun, a lancé une campagne de 14 mois avec la Dynamique mondiale des jeunes pour sensibiliser plus de 30 000 jeunes à la non-violence, à la tolérance et à la consolidation de la paix. <sup>37</sup>

Ce rapport met l'accent sur la nécessité de soutenir davantage cette mobilisation et de s'appuyer sur la dynamique des initiatives menées par les jeunes, comme celles mentionnées ci-dessus, afin d'accroître l'inclusion politique des jeunes et leur représentation au niveau national dans les trois sous-régions.

#### **B. La population jeune ne cesse d'augmenter ; les conflits violents et les troubles civils continuent d'affecter leur développement socio-économique.**

Au-delà des notions et des récits qui établissent une corrélation approximative entre l'augmentation de la population jeune et la montée des incidents de violence, selon ce rapport, l'augmentation de la population jeune est un avantage démographique à prendre en considération, étant donné qu'en 2015, on recensait 225 millions de jeunes en Afrique, soit 19 pour cent de la population jeune mondiale, et que d'ici 2030, ce chiffre devrait augmenter de 42 pour cent. <sup>38</sup> La population jeune devrait augmenter en Afrique alors qu'elle stagne dans le reste du monde.

Les tendances grandissantes des conflits violents dans diverses régions du continent ont également un impact sur le développement socio-économique et politique des jeunes. Les données sur les conflits actifs, l'instabilité et les incidents liés aux conflits montrent une nette

34 Ibid

35 Ibid

36 Discussion de groupe.

37 [Union africaine, Étude sur les rôles et les contributions des jeunes à la paix et à la sécurité en Afrique](#)

38 [2015, Division de la population ONU-DAES n° 2015/1 : Tendances démographiques de la jeunesse et développement durable.](#)



tendance à la hausse<sup>39</sup> sur tout le continent au cours des cinq dernières années (A/75/917–S/2021/562 : Rapport du Secrétaire général). Comme le souligne le Rapport du Secrétaire général, une base de données indique qu'en 2019 on dénombrait 27 conflits actifs dans 19 pays d'Afrique et 8 855 décès connus à la suite de ces conflits.<sup>40</sup> Depuis 2015, le nombre de conflits a légèrement augmenté.<sup>41</sup> En outre, de 2015 à 2020, le nombre d'incidents liés à des troubles civils a presque doublé.<sup>42</sup>

Selon le présent rapport, ni les théories de l'explosion démographique de la jeunesse ni l'analyse dichotomique présentant les jeunes comme auteurs ou victimes de violences, ne permettent de comprendre ces deux tendances qui façonnent considérablement le contexte de la consolidation de la paix au niveau sous-régional ainsi qu'au niveau national. Le Conseil de sécurité ayant reconnu qu'une population largement jeune représente « un dividende démographique unique qui peut contribuer à une paix durable et à la prospérité économique », le présent rapport souligne qu'étant donné que la génération des jeunes d'aujourd'hui constitue la majorité de la population touchée par les conflits armés, il est nécessaire d'adopter une approche multidimensionnelle pour comprendre les vecteurs structurels des conflits et y répondre en plaçant les jeunes au centre des interventions. Le renforcement des infrastructures de paix — définis au sens large comme un réseau dynamique de structures, de mécanismes, de ressources, de valeurs et de compétences interdépendants qui, par le dialogue et la consultation, contribuent à la prévention des conflits et à la consolidation de la paix dans une société — n'est pas seulement vital, mais nécessaire pour transformer les nombreuses et riches expériences issues d'initiatives de consolidation de la paix menées par les jeunes qui émergent dans les sous-régions.

#### Étude de cas :

### Inclusion des jeunes dans les équipes et délégations de négociateurs

La participation des jeunes aux processus de dialogue qui façonnent les débats futurs sur le développement et la gouvernance a été restreinte, mais cette situation est en train de changer avec la participation croissante des jeunes aux forums nationaux de discussion. Par exemple, le Forum de revitalisation de haut niveau (HLRF) du Soudan du Sud s'est focalisé sur l'inclusion de représentants des jeunes dans les délibérations du Forum et sur l'intégration des jeunes dans le processus du HLRF. Les représentants des jeunes du HLRF ont transmis aux partis politiques un document de position et ont obtenu une place pour les jeunes dans l'ensemble des structures de gouvernance grâce à des systèmes de quotas positifs appliqués au sein des partis politiques. Il a été garanti que le ministre de la Jeunesse aurait moins de 40 ans. La participation des jeunes au HLRF a également façonné la phase de mise en œuvre de l'accord par l'attribution de rôles au sein de différents comités techniques afin de motiver les jeunes.<sup>43</sup>

#### Étude de cas :

### #OneYoungAfrica

Le Youth Leadership Programme (YouLead) est une initiative régionale phare ayant pour objectif de libérer le potentiel de leadership des jeunes en identifiant, reconnaissant, mettant en relation et favorisant la coopération entre les jeunes leaders influents et dynamiques de l'Afrique et leurs initiatives.

39 Projet de données sur l'emplacement et les événements des conflits armés, 2020 ; Uppsala Conflict Data Program/Institut de recherche sur la paix d'Oslo, base de données sur les conflits.

40 Uppsala Conflict Data Program/Institut de recherche sur la paix d'Oslo, base de données sur les conflits version 20.1 et base de données sur les décès liés aux combats version 20.1 du Uppsala Conflict Data Program. L'indicateur de mortalité utilisé est la meilleure estimation du Uppsala Conflict Data Program pour les décès liés aux combats au cours d'une année donnée.

41 Ibid

42 Base de données du Armed Conflict Location and Event Data Project, 2020.

43 [Bureau de l'Envoyé du Secrétaire général des Nations Unies pour la jeunesse. n.d. Nous sommes là : Une approche intégrée des processus de paix incluant les jeunes, par Altiok, A. et Irena Grizelj, I. New York.](#)



**Étude de cas :****Inclusion des jeunes et participation – La Corne de l'Afrique**

Sur la base de la tenue effective de dialogues initiés par les jeunes dans la Corne de l'Afrique pendant plus de 20.000 heures, l'Institut vie et paix (LPI)<sup>44</sup> et ses partenaires en Éthiopie, au Kenya et au Soudan ont relevé quatre idées majeures:

1. Les jeunes ne constituent pas un groupe homogène; plutôt, ils sont aussi diversifiés et divisés que le reste de la population, vivent dans des milieux fragiles et affectés par des conflits, et sont soumis aux mêmes fractures sociales et économiques identifiées.
2. La notion selon laquelle il existe des “ problèmes spécifiques aux jeunes ” est trompeuse et n'est d'aucune aide – les jeunes sont capables de réagir sur les questions pressantes de conflit, de gouvernance, de justice et de développement qui affectent leurs pays, au-delà des domaines traditionnellement considérés comme inhérents aux jeunes, tels que l'éducation, le chômage, l'abus d'alcool et de drogues.
3. Les jeunes sont à la fois les leaders d'aujourd'hui et de demain; leurs savoirs et compétences devraient être utilisés pour s'attaquer aux défis d'aujourd'hui ayant trait à la paix et à la sécurité ainsi qu'aux menaces futures à la paix.
4. Les jeunes ont besoin d'un environnement favorable – ils ont besoin d'un espace sécurisé et propice à leur engagement et à leur exploration, de gagner en confiance afin de développer des plans d'action communs et de faire entendre leur voix.

**S'inspirant des discussions initiées par les jeunes, le LPI relève que:**

*des processus de paix formels, informels, traditionnels et plus contemporains, notamment des systèmes de résolution de conflits, et d'accords de paix ont la plupart du temps été l'apanage de générations d'hommes plus âgés, sur toute la Corne de l'Afrique. Profondément ancrée, cette exclusion des jeunes hommes et des jeunes femmes des efforts de*

*paix à différents niveaux, est l'un des effets les plus visibles – et un facteur adjuvant- de l'exclusion socio-politique des jeunes. Les systèmes formels et informels d'autorité dans la Corne de l'Afrique sont tous deux imprégnés d'éléments de la gérontocratie.*

*Toutefois, il est de plus en plus admis que les bénéfices de l'inclusion dans les processus de paix, parmi les acteurs internationaux, nationaux, et locaux mènent à des changements positifs perceptibles dans la théorie du maintien de la paix et de sa pratique. Le LPI a observé que la participation des jeunes et leur inclusion dans les processus de paix ont tendance à être plus avancées dans les processus mis en œuvre au niveau local concernant des conflits intercommunautaires, surtout dans les zones pastorales de la sous-région. Des méthodologies clés mettant au premier plan des jeunes ont été disséminées à travers des émissions de radios communautaires et des compétitions sportives entre communautés qui auparavant entretenaient des relations antagonistes. Quant à la participation des jeunes, et à leur inclusion, dans le Volet I des processus de paix, ces mesures sont encore limitées, organisées à titre symbolique, si bien que les besoins des jeunes, leurs intérêts et leurs points de vue sont parfois réduits à des questions d'éducation et d'emploi.*

**Étude de cas :****Comité mixte des jeunes de Galkayo, Somalie**

Des tensions territoriales entre deux clans dominants dans la ville de Galkayo, Somalie, a conduit à des hostilités violentes fin 2015. Pour y remédier, le gouvernement, avec le soutien des Nations Unies, a joué un rôle de médiateur et a créé un Comité conjoint de cessez-le-feu (JCC) afin de superviser l'application de l'accord de cessez-le-feu. En 2018, le JCC sous la houlette du gouvernement, a opéré une transition en devenant un comité de paix plus communautaire consistant en un groupe de 61 sages remplaçant des responsables gouvernementaux. Cependant, les femmes et les jeunes ne disposaient toujours pas de canaux favorables à un engagement dans des négociations de paix. Les organisations locales de jeunes ont créé le comité mixte des jeunes de Galkayo en 2018, qui agit en qualité d'interlocuteur

vis-à-vis du Comité de paix des sages. Une structure similaire a également vu le jour pour les femmes, connue sous le nom de Comité des femmes.<sup>45</sup>

#### Étude de cas :

### Le réseau des jeunes de la région du Lac Tchad

Après avoir reconnu l'absence de plateforme commune et d'un porte-parole qui fasse l'unanimité, il était impérieux de mettre la voix des jeunes au centre des engagements dans les zones impactées par l'insurrection du groupe Boko Haram. Le Réseau des jeunes de la région du Lac Tchad a été créé en marge du deuxième Forum des gouverneurs de la région du Lac Tchad qui s'est tenu à Niamey, Niger, en juillet 2019. Il est constitué d'au moins 50 organisations de jeunes opérant au Cameroun, au Tchad, au Niger et au Nigéria, et comprend des organisations communautaires, des organisations confessionnelles, et des organisations dirigées par des femmes.<sup>46</sup>

#### Étude de cas :

### Les engagements des jeunes en matière d'alerte précoce

Au Tchad, des comités d'alerte précoce et des comités informels de surveillance ont été créés dans le Bassin du Lac Tchad (à Bol), à l'initiative des communautés (chefs de village), et avec la participation et le soutien de jeunes. Ces derniers se sont mis en contact avec les femmes afin de collecter des informations sur de possibles menaces, et mènent un plaidoyer actif tout en jouant un rôle de liaison au sein des communautés. Cependant, le défi principal qui demeure est celui du renforcement des capacités pour la prévention des conflits et l'alerte précoce.<sup>47</sup>



Décembre 2021 – Ségou, Mali. Pêcheurs sur le fleuve Niger.

Crédit photo: PNUD Mali

**C. Les terres arides de l'ouest du Sahel, de la Corne de l'Afrique, et de certaines zones de l'Afrique australe comptent un nombre élevé de populations nomades qui dépendent du pastoralisme comme principal moyen de subsistance.<sup>48</sup> Ce fait a été mis en évidence afin de fournir une importante voie de contribution des jeunes au maintien de la paix.**

Plus de 200 millions de personnes dans le Sahel migrent en quête de nourriture et de pâturages pour leurs troupeaux. L'élevage d'animaux fournit d'importants moyens de subsistance.<sup>49</sup> La Corne de l'Afrique abrite les groupes les plus importants d'éleveurs dans le monde: le Soudan détient le pourcentage le plus élevé d'éleveurs à l'échelle mondiale,

45 Bureau de l'Envoyé du Secrétaire général des Nations Unies pour la Jeunesse. Op. cit.

46 [ISS \(Institut d'études de sécurité\). 2021. Bassin du Lac Tchad: Stabilisation menée par les jeunes sur fond de pandémie, par Muneinzvo Kujeke et Alvin G Odinukwe](#)

47 Discussion de groupe pour la préparation du rapport.

48 [FAO. 2018. Pastoralisme et terres arides. Rome. 52 pp. Rome.](#)

49 [Banque Mondiale, Là où le changement climatique est une réalité: Soutenir les éleveurs du Sahel en Afrique pour assurer un avenir résilient.](#)



Décembre 2021 – Mali. De jeunes hommes s'échauffent avant le départ de la course à pied. Le Grand Trail de la Jeunesse pour la Paix est une initiative mise en oeuvre par le PNUD et l'OIM, qui a mobilisé plus de 1500 jeunes hommes et femmes à travers une course à pied, et une campagne de communication massive pour la paix et la cohésion sociale, de Bamako à Gao, au Mali. Crédit photo: PNUD Mali

tandis que la Somalie et l'Éthiopie sont classées respectivement troisième et cinquième<sup>50</sup>; et à Djibouti, un tiers de la population est constituée d'éleveurs. Les zones semi-arides et arides de la Corne de l'Afrique représentent 70 pour cent de la superficie totale, ce qui contribue à une moyenne de 20 à 30 pour cent au PIB; les terres semi-arides et arides constituent près de 80 pour cent de la superficie totale du Kenya.<sup>51</sup>

Selon une étude sur les tendances du pastoralisme et la sécurité, réalisée par le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS), une compétition croissante entre éleveurs et agriculteurs pour l'accès à l'eau et aux pâturages constitue un catalyseur principal de conflits. Ce fait est fréquemment exacerbé par un faible respect de l'état de droit, la manipulation politique, les pressions démographiques, le changement climatique, et la prévalence des armes.

Les jeunes dans les communautés pastorales sont particulièrement vulnérables du fait d'une conjugaison de facteurs qui sont globalement communs aux trois sous-régions: l'exclusion, la violence et la militarisation des systèmes de subsistance pastorale; la diminution du fourrage et une vulnérabilité croissante aux extrêmes climatiques; des risques de maladies animales et zoonotiques.<sup>52</sup> Avec une augmentation probable de la population jeune dans les communautés agricoles et pastorales, la compétition pour l'accès aux ressources naturelles pour les animaux ne cessera d'augmenter.

Le Cadre politique de l'UA sur le pastoralisme en Afrique, le Protocole de l'IGAD sur la transhumance et le Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS) fournissent les cadres normatifs nécessaires. De même, il existe des actions institutionnelles en vue de réduire les conflits violents entre éleveurs et agriculteurs (comme indiqué ci-dessus), qui offrent de précieuses leçons afin d'élargir et de renforcer ces réponses institutionnelles en faisant usage des cadres normatifs identifiés. Les interfaces pastorales et agricoles ont de fortes dimensions sous-régionales étant donné les dimensions de mobilité et de variabilité climatique à prendre en considération, d'où la nécessité d'un recentrage sur les jeunes au niveau sous-régional.

50 [Kennedy Mkutu Pastoralisme et conflits dans la Corne de l'Afrique: Rapport.](#)

51 Ibid

52 FAO. Op. cit.

**Étude de cas :**

## Les organisations de jeunes mettant l'accent sur la prévention des conflits au niveau local

Selon un rapport d'experts indépendant préparé à la demande du Conseil paix et sécurité de l'Union africaine, une étude réalisée au Niger sur les rôles et les contributions des jeunes à la paix et à la sécurité en Afrique, fait état de ce que: *STRATCORE Plus déploie des interventions majeures dans 15 villages afin d'améliorer la stabilité sociale et la coexistence pacifique au sein des communautés dans le Tillabéry, l'une des huit régions autonomes du Niger. Les interventions ont mis en lumière les communautés participant au dialogue, à la médiation et aux méthodes de prévention des conflits afin de les aider à résoudre des différends entre eux et par eux-mêmes sans nécessairement s'embarquer dans des processus formels de résolution de litiges et des processus judiciaires qui prennent plus de temps et sont plus coûteux*

**Étude de cas :**

## Plateforme de dialogue communautaire pour la cohésion sociale et le développement local

Au Togo, les jeunes représentent près de 38 pour cent de la population totale. Afin d'éviter qu'ils ne soient marginalisés, et en vue de renforcer leur engagement civique en tant que citoyens, le gouvernement a noté, au niveau municipal, que la cohésion sociale est un élément intrinsèque des processus de développement, sans laquelle la résilience des communautés face à des situations de conflit serait grandement compromise.<sup>53</sup> Par conséquent :

*... trois clubs pour la paix ont été créés dans trois municipalités pilotes, permettant à 13.620 étudiants (dont 51 pour cent étaient*

*des jeunes femmes) d'être sensibilisés sur le vivre-ensemble, la prévention de l'extrémisme violent, la gestion pacifique des terres et aboutissant à une définition par les jeunes d'une vision de leur municipalité.*

*... plus de 400 acteurs locaux (dont 42 pour cent de femmes) ont reçu des formations en matière de cohésion sociale, notamment les maires, les leaders d'opinion et des jeunes, ce qui a permis de mener des initiatives de mise en relation telles que la création de groupes de jeunes qui initient des actions dans le domaine de la santé publique, des activités sportives de sensibilisation dans les lieux publics, et la rédaction de pétitions à l'endroit des autorités locales sur des questions sociales et environnementales spécifiques (PNUD 2021).*

### **D. L'insécurité alimentaire exacerbe les conflits violents, et l'engagement des jeunes relatif aux menaces de conflits violents liées à l'insécurité alimentaire doit davantage être pris en compte.**

À travers la région de l'Afrique de l'Est, 75 pour cent de personnes en situation de crise (Phase 3 de l'IPC ou au-delà) se concentraient dans trois pays – Soudan, Éthiopie et Soudan du Sud.<sup>54</sup> Ces chiffres portent sur la période d'avant-conflit au nord-est de l'Éthiopie. Les pays qui enregistrent le nombre le plus élevé de personnes en crise ou vivant des situations pires (IPC/CH Phase 3 ou au-delà) sont les suivants: en 2021, la République Démocratique du Congo, avec près de 27,3 million de personnes; dans la Corne de l'Afrique, l'Éthiopie, a 12,9 million de personnes; et dans le Sahel, le Nigéria, avec 12,8 million de personnes.<sup>55</sup>

Les jeunes et les femmes sont particulièrement vulnérables à l'insécurité alimentaire et à la sous-nutrition car ils sont désavantagés dans l'accès aux ressources économiques et financières, qui jouent un rôle important dans le renforcement du pouvoir d'achat. Des preuves établissant ces liens peuvent être visibles dans l'analyse des pays faisant l'expérience de situations de conflits/ crises prolongées comparativement à la proportion de personnes qui ne peuvent se permettre une

53 PNUD. Bonnes pratiques dans la coopération sud-sud et triangulaire: Intensifier l'application de solutions africaines- Perspective du travail du Bureau Pays PNUD Togo.

54 [Réseau d'informations sur la sécurité. 2021. Rapport mondial sur les crises alimentaires.](#)

55 Ibid





Janvier 2023 – Dapaong, Togo. Projet transfrontalier avec le partenaire local Refed/s and Rafia, visant à aider les jeunes et les femmes à acquérir une autonomie financière. Crédit photo: PNUD Togo

alimentation équilibrée.<sup>56</sup> Bien que le coût d'une alimentation saine est, en moyenne, comparable entre l'Afrique et à travers le monde, la proportion de personnes qui ne peuvent s'offrir cette alimentation est significativement plus grande dans les pays connaissant des situations de crises prolongées,<sup>57</sup> ce qui est une preuve de faibles capacités du pouvoir d'achat. Le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) dans sa sixième Évaluation globale a relevé que 50 pour cent de nourriture supplémentaire serait nécessaire à l'horizon 2050 pour nourrir la population mondiale. L'Afrique devrait connaître la plus forte croissance de la population jeune et la

Janvier 2023 – Tabligo, Togo. Projet d'engagement civique pour la consolidation de la paix et la cohésion sociale avec le partenaire local ACDIEF. Crédit photo: PNUD Togo



plus forte croissance démographique en général. La sécurité alimentaire et l'accès aux denrées alimentaires constituent une considération majeure à prendre en compte en matière de jeunes et de consolidation de la paix.

#### Étude de cas :

**“Une grande partie de la hausse récente de l'insécurité alimentaire peut être attribuée au nombre**

56 FAO. L'Etat de la sécurité alimentaire et de la nutrition: Transformer les systèmes alimentaires pour une alimentation saine et abordable. 2020.

57 Ibid

## toujours grandissant de conflits, souvent exacerbés par des chocs liés au climat. ”<sup>58</sup>

Offrant une perspective mondiale, le rapport 2021 de la FAO sur l'état de la sécurité alimentaire et la nutrition montre que presque tous les pays connaissant une forme quelconque de conflit violent<sup>59</sup> sur des périodes prolongées sont aussi les pays où les populations sont confrontées à des difficultés liées aux fluctuations et hausses fréquentes des prix des denrées alimentaires, à des perturbations dans la fourniture de denrées alimentaires, à l'accès aux marchés fonctionnels, à des risques et des défaillances des systèmes alimentaires. Des hausses soudaines et imprévues des prix alimentaires, ou la réduction des subventions alimentaires, peut agir en tant que catalyseur de conflits civils et politiques lorsque pré-existent déjà des facteurs socio-économiques et politiques tels qu'une plus grande pauvreté et le chômage, surtout le chômage des jeunes, et la marginalisation.

### **E. Les événements climatiques extrêmes, surtout la vulnérabilité liée à la sécheresse, font partie intégrante des récits de conflits violents dans les trois sous-régions, et il y a une nécessité d'explorer davantage le rôle des jeunes dans la résolution de cette tendance.**

Alors que des facteurs économiques, sociaux et politiques façonnent les causes sous-jacentes de conflits, les événements climatiques extrêmes s'imposent aussi en tant que "multiplicateur de menaces". Le rapport indépendant<sup>60</sup> commissionné par les pays membres du G7 a identifié sept risques cumulés climat-fragilité délimitant le nexus climat-pauvreté-paix et considérant le climat comme le plus grand "multiplicateur de menaces"<sup>61</sup>, c'est-à-dire une augmentation de 54 pour cent de conflits armés à l'horizon 2030.<sup>62</sup> Le

rapport indépendant a noté que des inégalités persistantes, la marginalisation politique et des gouvernements qui peinent à agir lorsqu'ils sont confrontés au stress et à des risques climatiques vont gravement exacerber le potentiel de conflits et d'instabilité. De même, grâce à un panel comparatif de variations climatiques et d'incidents de conflits entre 1981 et 2002, l'on estime que les variables de températures sont fortement liées à l'incidence de conflits : une augmentation de 1 pour cent de températures conduit à une augmentation de 4,5 pour cent de guerre civile et à une augmentation de 0,9 pour cent d'incidence de conflits l'année suivante. Avec la population jeune qui constituent la plus grande part de la population dans les trois sous-régions, l'impact des événements climatiques extrêmes devra être probablement plus disproportionné. Son impact sur les femmes, qui constituent la majorité de la force de travail engagée dans l'agriculture et le commerce transfrontalier, devrait aussi être plus important. Dans les trois sous-régions, il existe de précieuses expériences d'interventions menées par des jeunes afin de s'attaquer au changement climatique, et faisant une réelle différence au niveau local. Ces expériences révèlent le potentiel inexploité de ceux-ci en tant qu'artisans positifs et efficaces de la paix. Ce rapport recommande par conséquent de tirer parti des expériences de consolidation de la paix et de bonnes pratiques au niveau communautaire, et de les convertir en réponses institutionnelles spécifiques au niveau national et sous-régional..

#### **Étude de cas :**

## Leadership de groupes de jeunes dans le renforcement des capacités et des compétences pour lutter contre le changement climatique

58 FAO. 2021. L'Etat de la sécurité alimentaire et de la nutrition. Rome.

59 La FAO définit les situations de crise prolongée comme étant "caractérisées par des catastrophes naturelles/ des conflits récurrents, la longévité des crises alimentaires, l'effondrement des moyens de subsistance et une capacité institutionnelle insuffisante à faire face aux crises". Il existe trois critères utilisés pour définir un pays connaissant une situation de crise prolongée: (i) la longévité de la crise; (ii) L'octroi de l'aide humanitaire au pays; et (iii) le statut économique et la sécurité alimentaire du pays.

60 Rüttinger, L., Smith, D., Stang, G., Tänzler, D., and Vivekananda, J. 2015. *A New Climate for Peace. Climate Diplomacy– Taking action on climate and fragility risks.*

61 Burke, M., Miguel, E. Satyanath, D., Dykema, J., and Lobell, D. 2009. *Warming increases the risk of civil war in Africa*

62 [Earth.Org. 2020. Climate Change and Conflict in Africa, by Owen Mulhern. 11 Decembre.](#)

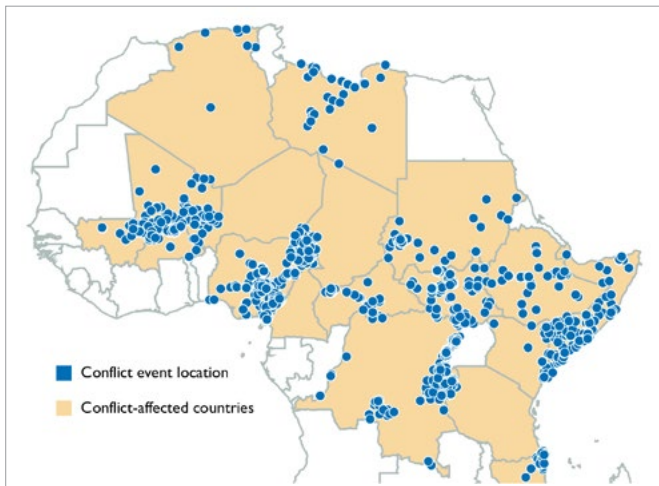


Schéma 2: Incidents de conflits et pays affectés par les conflits en Afrique Source Rustad & Bakken (2019)

Selon un rapport d'experts indépendant préparé à la demande du Conseil de paix et sécurité de l'Union africaine, une étude portant sur les rôles et les contributions des jeunes en matière de paix et sécurité en Afrique affirme qu' :

*En travaillant majoritairement au niveau communautaire, l'Action for Responsible Citizenship and Sustainable Development (ACIREDED), une initiative d'un groupe de jeunes menée au Collège d'enseignement technique, industriel et commercial de Meskine dans la région de l'extrême-nord du Cameroun a été mise sur pied pour encourager les étudiants à devenir plus activement impliqués dans la lutte contre la déforestation et la désertification. À ce jour, l'initiative a donné lieu à la création de clubs pour l'environnement connus sous le nom de Amis de la Nature dans les écoles de Meskine, la sensibilisation sur les questions environnementales a été faite auprès de plus de 300 élèves, et des centaines d'arbres ont été plantés en périphérie de la ville de Maroua.*

#### F. Les zones transfrontalières (le Bassin du Lac Tchad, le

**Liptako Gourma dans le Sahel) et les régions frontalières ont d'importantes implications pour la paix et la stabilité, et le rôle des jeunes dans les efforts d'envergure de consolidation de la paix au sein de ces zones géographiques spécifiques est extrêmement vital.**

Une tendance importante associée à la géographie du conflit renseigne sur le fait que la majorité des conflits sont circonscrits sur le plan géographique, et n'ont qu'une zone limitée du pays directement affectée.<sup>63</sup> La carte montre qu'en 2018, la majorité des localités où il y a eu des incidents de conflits dans les sous-régions étudiées dans ce rapport, ont un ancrage transfrontalier.

La gouvernance des régions frontalières présente deux caractéristiques importantes : une situation de souveraineté limitée; et une situation dans laquelle la présence d'une frontière internationale façonne la vie économique et sociale.<sup>64</sup> De plus, les communautés frontalières sont caractérisées par une faible disponibilité de services sanitaires et éducatifs et d'autres mécanismes de fourniture de services publics, et par une grande mobilité due à des considérations économiques. Certaines zones géographiques frontalières connaissent des niveaux réduits de pauvreté multi-dimensionnelle. Des preuves que des incidents de conflits sont concentrés dans les zones frontalières offrent un aperçu sur les facteurs de gouvernance qui influencent les incidents de conflits et les faiblesses structurelles de ces zones.

L'aliénation des jeunes dans les zones frontalières est particulièrement prononcée, car de nombreux jeunes connaissent la pauvreté et l'exclusion en matière d'éducation, d'emploi et de postes de prise de décision au niveau local, ce qui mène à un risque de radicalisation et à leur implication active dans des activités conflictuelles ou illicites.<sup>65</sup> Par exemple, les taux de chômage des jeunes dans les zones frontalières sont parmi les plus élevés de la région de la Corne de l'Afrique et constituent un défi économique ayant des implications régionales.<sup>66</sup> L'IGAD indique que l'Afrique compte près de

63 Rustad, S.A., and Bakken, I.V. 2019. Conflict Trends in Africa, 1989-2018 Peace Research Institute, Norwegian University of Science and Technology.

64 PNUD 2020, Les zones frontalières en Afrique, Revue de littérature et termes clés. Observation basée sur l'étude originale de Raeymaekers, T., Menkhaus, K., and Vlassenroot, K. (2008). State and non-state regulation in African protracted crises: governance without government? Afrika focus, 21(2).

65 [PNUD 2021, Zones frontalières en Afrique, document de projet sur les zones frontalières en Afrique. Ceci est également une observation clé de la publication du PNUD 2017, Sur les chemins de l'extrémisme en Afrique: moteurs, dynamiques et éléments déclencheurs.](#)

66 [Banque Mondiale. 2020. De l'isolation à l'intégration: les zones frontalières de la Corne de l'Afrique.](#)

100 différents actifs dont les causes incluent les politiques identifiées, la compétition pour le contrôle des ressources naturelles, la croissance démographique, les déplacements de la population et les pressions environnementales.<sup>67</sup>

Alors qu'il existe des mécanismes informels ancrés sur des mécanismes traditionnels de survie dans les régions frontalières et des zones transfrontalières plus vastes dans lesquelles les populations, et tout particulièrement les jeunes agissent, il est nécessaire d'explorer davantage le rôle des jeunes dans ces contextes géographiques. Ceci est particulièrement important étant donné que, selon des estimations empiriques, plus de 270 millions de personnes vivent dans des régions frontalières, ce qui représente une population plus grande que celle d'un seul État sur le continent.

#### Étude de cas :

## Le Bassin du Lac Tchad en tant que plaque tournante historique sur le plan commercial, et le rôle des piroguiers

Historiquement, le Bassin du Lac Tchad a été une plaque tournante commerciale, grâce premièrement au transport par pirogue. Avant la crise de Boko Haram, des générations de conducteurs de pirogues ont contribué à un épanouissement de l'économie formelle et informelle basées sur la circulation des personnes et des biens.<sup>68</sup> Comparé au transport routier, les bateaux offraient une solution plus rapide à la livraison de grandes quantités de biens,<sup>69</sup> devenant ainsi une planche de salut pour les échanges. Ce commerce a été vital pour les jeunes et pour les femmes, car il leur offrait des opportunités commerciales informelles. Leur rôle a été central dans la gestion des échanges et du commerce dans la zone. Avant la survenue de conflits violents, les pirogues transportaient habituellement



Schéma 3: Routes commerciales du Bassin du Lac Tchad

des personnes, des biens (poisson fumé, maïs, blé, peaux de bœufs et de chameaux, etc.) de Bol et Baga Sola au Tchad à Baga Kawa au Nigéria.<sup>70</sup> Sur le trajet retour, les pirogues transportaient très souvent des produits alimentaires tels que des pâtes alimentaires, du riz, de l'huile, des boissons non alcoolisées, du blé, de la farine, du sucre, du thé, du savon, des produits détergents, des produits cosmétiques, des pagnes, des vêtements et du ciment.<sup>71</sup> Ces produits manufacturés étaient acheminés aux autres régions du Tchad. L'Institut des études sur la sécurité (ISS) fait valoir que ce commerce seul s'évaluait à des milliers d'euros. Des conflits violents ont eu un impact sur le nexus global de l'offre et de la demande dans la zone, menant à une forte inflation sur certains des produits de base, par conséquent impactant directement des vies.<sup>72</sup>

67 [Commentaires du Secrétaire exécutif de l'Autorité intergouvernementale pour le développement \(IGAD\).](#)

68 [Hoinathy, R. 2021. Terrorism has disrupted a thriving regional trade hub sustained by generations of boat drivers. Institute for Security Studies.](#)

69 Ibid

70 Ibid

71 Ibid

72 Hoinathy Op. cit.



## Exemples récents des engagements des Nations Unies en faveur de la consolidation de de la paix au niveau régional

### ***La Stratégie régionale pour la stabilisation, le redressement, et la résilience des zones du Bassin du Lac Tchad affectées par Boko Haram.***

Les pays du Bassin du Lac Tchad affectés par Boko Haram ont développé leurs propres stratégies pour répondre aux défis humanitaires. La Commission du Bassin du Lac Tchad, de concert avec la CUA et les partenaires des Nations Unies ont produit une stratégie régionale à adopter dans, et à appliquer par chacun des pays affectés en mettant l'accent principalement sur la stabilisation, le redressement et la résilience tout en complétant les réponses militaires et civiles face à la crise. Cette stratégie met en évidence neuf piliers qui visent à s'attaquer aux causes profondes de la crise et rationalise diverses activités afin de stabiliser les régions affectées par Boko Haram. Le Bassin du Lac Tchad représente la nature changeante et complexe du conflit qui se prolonge dans le temps. La stratégie régionale reconnaît que la nécessité d'un engagement régional est informée par trois crises distinctes mais interconnectées et se renforçant mutuellement: un déficit de développement structurel et persistant; un effondrement du contrat social, une insurrection d'extrémisme violent; et enfin une catastrophe environnementale en cours. La question clé ici est que les pays affectés par la crise ont des liens transfrontaliers profonds, et les tendances se renforçant mutuellement, identifiées ci-dessus, sont relativement communes à travers les pays, ce qui appelle aussi une réponse multidimensionnelle ayant pour point de départ le niveau régional.<sup>73</sup>

Étant donné que les jeunes représentent la majorité de la population de la sous-région, cette stratégie identifie la nécessité de faire d'eux une partie intégrante de l'application de la stratégie, et engage le réseau des OSC à travers une Facilité régionale de stabilisation.

### ***La Stratégie des Nations Unies pour la consolidation de la paix, la prévention des conflits et la résolution des conflits dans la région des Grands Lacs***

La Stratégie des Nations Unies<sup>74</sup> est ancrée sur 10 piliers visant

à “favoriser la confiance entre les pays et les communautés, afin de soutenir des efforts tendant au développement socio-économique et à la prospérité partagée et afin de promouvoir des sociétés et des institutions inclusives, équitables, justes et résilientes”. La Stratégie note également que ce faisant, son objectif est d'aider à s'attaquer aux causes profondes et aux catalyseurs d'instabilité aux niveaux national et international. Elle plaide pour “un changement d'approche allant au-delà de l'accent traditionnel mis sur les défis liés aux conflits, et embrassant une vision proactive qui identifie les opportunités pour la paix, la sécurité et le développement centré sur les populations”. Une leçon majeure issue de cet exemple est la nécessité d'équilibrer des interventions politiques et programmatiques étant donné la nature changeante des conflits violents et des crises. Aussi, en considérant les jeunes comme un segment clé de la population, la Stratégie met un accent particulier sur l'engagement des jeunes dans les processus de consolidation de la paix.

Juin 2022 – Comté de Kwale, Plage de Diani, Kenya.

Tournoi de foot entre jeunes de différentes confessions religieuses.

Credit photo: PNUD Kenya/ Hamad Tenguri



73 [Union africaine. Stratégie régionale de stabilisation, de redressement et de résilience des zones du Bassin du Lac Tchad affectées par la crise PNUD. Facilité régionale de stabilisation dans le Bassin du Lac Tchad](#)

74 [Bureau de l'Envoyé spécial pour la région des Grands Lacs.](#)

## Exemples d'efforts gouvernementaux visant à renforcer davantage l'accent mis sur la paix

### *Éthiopie: Ministère de la Paix*

En 2018, un nouveau ministère, le Ministère de la Paix, a été créé pour guider l'élaboration d'une stratégie nationale de consolidation de la paix, et pour renforcer les capacités des populations dans les régions de l'Oromia, Somali et les Nations du sud, afin de résoudre les conflits communautaires, notamment dans les régions frontalières de Gedeo-Guji et Oromia-Somali.

Les attributions et responsabilités du Ministère de la Paix se présentent ainsi qu'il suit:

- Travailler en coopération avec les organes gouvernementaux régionaux et fédéraux concernés afin d'assurer le maintien de l'ordre public, développer des stratégies, et entreprendre des activités de création et de sensibilisation pour assurer la paix, la sécurité et la liberté du pays et de sa population.
- En collaboration avec les organes régionaux pertinents, faciliter l'octroi d'une véritable protection des citoyens vivant dans n'importe quelle région du pays.
- Travailler en collaboration avec les organes gouvernementaux, les organisations culturelles et religieuses, et d'autres entités pertinentes afin d'assurer la paix et le respect mutuel entre les adeptes de différentes religions et croyances, ainsi qu'entre nations, nationalités et peuples.
- En coopération avec les acteurs pertinents, œuvrer à la création d'un consensus national sur des questions nationales déterminantes; proposer des recommandations à l'endroit du gouvernement, et sur approbation, suivre leur application.
- En coopération avec les organismes concernés, promouvoir plus d'échanges culturels, l'éducation civique, et les œuvres artistiques qui bâtissent l'unité et le consensus nationaux.
- Développer des stratégies de prise de conscience et de sensibilisation afin de favoriser la culture du respect et de la tolérance entre individus et groupes, et suivre leur application.
- Identifier des facteurs servant de causes de conflits au sein de communautés; soumettre une étude émettant des recommandations afin de préserver des communautés contre des conflits et l'instabilité, les appliquer aussi après approbation; et faire enregistrer des organisations et des associations religieuses.
- Superviser et suivre toute information relative à la

sécurité nationale, au réseau d'information et aux services de sécurité financière.

- Superviser et suivre l'exécution appropriée des fonctions liées à la Police fédérale.
- Diriger et suivre les activités en lien avec la citoyenneté, les cartes nationales d'identité, l'immigration, les passeports et les services d'enregistrement d'événements vitaux ou les services de délivrance de documents.
- Diriger et suivre les affaires ayant trait aux immigrants, aux demandeurs d'asile et aux rapatriés.
- Développer des mesures appropriées contre la survenue de catastrophes naturelles causées par les Hommes; diriger et suivre la gestion nationale des risques de catastrophe; et plus.

*Source: Rapport 2020 du Secrétaire général des Nations Unies sur le Fonds pour la consolidation de la paix.*

## Défis à la consolidation de la paix menée par les jeunes

En 2019, le PNUD a identifié la nécessité d'une augmentation de la participation des jeunes lors de l'examen de l'ODD 16 pendant le Forum politique de haut niveau. Afin d'assurer une participation des jeunes dans cet examen, en partenariat avec le Groupe Majeur enfance et jeunesse, le PNUD a accueilli une consultation en ligne en prélude à la conférence préparatoire sur l'ODD16 impliquant 270 jeunes issus de 80 pays et de toutes les régions du monde. Certains des messages fondamentaux émanant de cet exercice offrent un aperçu important sur les défis auxquels les jeunes sont confrontés dans la consolidation de la paix ainsi qu'il suit:

- 1 L'absence de participation, surtout des jeunes, dans la prise de décision est la principale barrière à l'application des ODDs, en particulier l'ODD16.
- 2 Les principaux écarts et entraves à l'autonomisation des jeunes en faveur de sociétés pacifiques, justes et inclusives sont liés à leur exclusion des processus de prise de décision, de développement et de paix et à une non-reconnaissance de leurs besoins spécifiques.
- 3 Le soutien aux jeunes peut être amélioré à travers un plus grand accès aux financements, au développement de capacités et de partenariats.
- 4 Les jeunes prennent le lead dans l'application, la surveillance, le plaidoyer, la sensibilisation et l'établissement de partenariats avec les acteurs.
- 5 La participation sans restriction des femmes en politique et dans la société doit être soutenue, et les espaces pour favoriser cela doivent être aménagés.
- 6 Les partenariats et espaces de dialogue avec les acteurs, particulièrement avec des gouvernements locaux et nationaux et des organisations communautaires, sont importants pour des sociétés pacifiques et inclusives.
- 7 Le soutien aux artisans de paix augmentera la croissance et favorisera l'inclusivité
- 8 L'espace civique doit être protégé et promu
- 9 Le soutien aux plateformes de reddition des comptes et les efforts mis en œuvre par la société civile sont importants pour la construction de sociétés justes.
- 10 Les politiques inclusives devraient être prioritaires et devraient permettre que la voix des personnes les plus vulnérables et les plus marginalisées soit écoutée.<sup>75</sup>

Sur la base de l'analyse ci-dessus, ce rapport fait valoir que les jeunes sont engagés dans la consolidation de la paix et ne sont pas des spectateurs passifs. Comme noté dans les analyses présentées ci-dessus, ils jouent un rôle unique dans la consolidation de la paix et possèdent la capacité de contribuer à un large spectre d'espaces de consolidation de la paix. De plus, l'on reconnaît progressivement la nature changeante des conflits violents dans les trois sous-régions, où de plus en plus, très peu de conflits impliquent des pays et sont remplacés par des récits plus complexes, et la violence impliquant de multiples formes, variantes et acteurs. Pour remédier à ces complexités, les CER, l'UA et les Nations Unies ont mis sur pied un ensemble de stratégies et de partenariats. Selon ce rapport, le rôle de la consolidation de la paix menée par les jeunes est un rôle extrêmement important qui a besoin de plus de soutien pour renforcer cet élan nouveau.

Du point de vue de la consolidation de la paix menée par les jeunes, les récits principaux et sous-régionaux suivants sont identifiés comme vitaux pour déterminer davantage le rôle des jeunes en tant qu'agents de consolidation de la paix :

## Sahel

<b>Croissance de la population jeune</b>	La population jeune du Sahel devrait davantage connaître une croissance, avec des projections démographiques indiquant que l'Afrique continuera de connaître une croissance à un rythme rapide. La création d'opportunités économiques au regard de la croissance de la population, surtout pour les jeunes femmes et les jeunes hommes, est une dimension économique clé déterminant l'approche en matière de jeunes et de consolidation de la paix dans la sous-région. La transformation économique pour une population croissante a été lente dans tous les différents pays de la sous-région.
<b>Zones de subsistance changeantes</b>	La croissance de la population jeune a lieu dans un contexte marqué par des changements observés dans les zones de subsistance et des luttes pour le contrôle de la ressource naturelle la plus importante – l'eau. Les changements notés dans les zones de subsistance constituent une dimension de subsistance clé influençant l'approche en matière de jeunes et de consolidation de la paix. L'augmentation du nombre d'affrontements entre éleveurs et agriculteurs ayant des implications au-delà des frontières du pays prend ses racines dans les zones de subsistance.
<b>Variabilités climatiques et production alimentaire</b>	Les jeunes hommes et les jeunes femmes sont impliqués dans divers systèmes de production alimentaire au sein de la sous-région. Étant donné la grande dépendance des systèmes de production alimentaire vis-à-vis du climat, la variabilité climatique a un impact sur les systèmes de production alimentaire. La variabilité climatique et ses extrêmes constituent une dimension climatique clé déterminant l'approche en matière de jeunes et de consolidation de la paix.
<b>Gouvernance</b>	La population jeune augmente dans un contexte marqué par une faiblesse des systèmes de gouvernance observés à travers les pays de la sous-région. Les influences grandissantes d'idéologies extrémistes dans le contexte de défaillances structurelles pré-existantes et exploitant les griefs est une dimension clé de gouvernance influençant l'approche en matière de jeunes et de consolidation de la paix.
<b>Faible formation du capital humain</b>	La population jeune augmente dans un contexte caractérisé par un développement extrêmement entravé du capital humain du fait de contraintes majeures observées dans les résultats liés à l'éducation et la santé. Un faible progrès du développement humain dans certains des pays de la sous-région a des implications sur la paix et de stabilité. La faible dimension humaine de développement est un des facteurs clés façonnant l'approche en matière de jeunes et de consolidation de la paix.
<b>L'insécurité alimentaire</b>	La croissance de la population exerce davantage de pressions sur la demande en produits alimentaires, et la sous-région connaît une croissance de la population jeune dans un contexte de hausse de l'insécurité alimentaire. L'augmentation d'événements violents est concentrée dans des aires géographiques spécifiques connaissant des niveaux plus élevés d'insécurité alimentaire.
<b>Déséquilibres entre les sexes</b>	La population jeune croît dans un contexte de déséquilibres existants entre sexes, qui est un catalyseur clé de réduction de la productivité de la sous-région. Un accès limité aux droits économiques – terres, technologie, capital – par les jeunes en général, et les jeunes femmes en particulier, constitue un facteur limitant fondamental. De plus, la vulnérabilité liée à la violence basée sur le genre et le manque d'opportunités pour assurer une éducation sûre et l'accès à des services sanitaires fiables renforcent les systèmes patriarcaux. Les discours extrémistes visant les jeunes femmes et les filles sont une entrave importante. Les dimensions sexospécifiques constituent l'un des facteurs clés façonnant l'approche en matière de jeunes et de consolidation de la paix.
<b>Les transitions politiques</b>	Il y a eu des changements anti-constitutionnels de gouvernements et des transitions dans de nombreux pays. Le contexte dans lequel la population s'engage en politique est une dimension politique influençant l'approche en matière de jeunes et de consolidation de la paix.



## La région des Grands Lacs et de la Corne de l'Afrique

<b>Héritage historique</b>	<p>Les principales causes profondes de l'instabilité sont parfois liées à des revendications ayant trait à l'héritage historique remontant à l'ère coloniale et à la période post-indépendance. Ceci inclut des frontières qui, à de nombreuses occasions, ont séparé des communautés ethniques<sup>76</sup>. Par conséquent, certains acteurs ont instrumentalisé des gains politiques. Renforcer les discours liés à l'héritage historique et développer le facteur ethnique pour obtenir des gains politiques est une dimension historique clé déterminant l'approche en matière de jeunes et de consolidation de la paix.</p>
<b>Transitions politiques</b>	<p>Les pays ont connu des changements anti-constitutionnels de gouvernements et de processus politiques qui en retour ont conduit à des troubles civils et à l'insécurité. Le contexte dans lequel les jeunes s'engagent dans la prise de décision est une dimension politique clé influençant l'approche en matière de jeunes et de consolidation de la paix.</p>
<b>Croissance de la population jeune</b>	<p>La région abrite une large proportion d'une classe moyenne éduquée et une forte population jeune. Par exemple, l'Ouganda se classe deuxième en tant que nation la plus jeune.<sup>77</sup> Comme dans le Sahel, la population jeune devrait croître davantage, avec des projections démographiques montrant que l'Afrique devrait continuer d'enregistrer des taux de croissance démographique. Créer des opportunités économiques pour une large cohorte de la population de jeunes est une dimension économique clé déterminant l'approche en matière de jeunes et de consolidation de la paix. La région des Grands Lacs est l'une des régions ayant eu les taux de croissance les plus rapides en Afrique durant ces dernières années; cependant, la COVID-19 a eu un impact dévastateur.</p>
<b>Accès à la terre, à l'énergie, aux ressources, dans les zones transfrontalières</b>	<p>Des griefs en matière d'exclusion concernant un accès à la terre, aux postes de pouvoir et aux ressources est une cause profonde principale pour expliquer des schémas de conflits et constitue l'une des sources principales<sup>78</sup> favorisant des échauffourées transfrontalières. Les jeunes dans les zones transfrontalières sont particulièrement vulnérables. L'accès aux ressources économiques couplé aux services est une "dimension de zones frontalières" déterminant l'approche en matière de jeunes et de consolidation de la paix.</p>
<b>Variabilités climatiques et production alimentaire</b>	<p>Les jeunes hommes et les jeunes femmes sont engagés dans divers systèmes de production alimentaire au sein de la sous-région, et étant donné la grande dépendance des systèmes de production alimentaire vis-à-vis du climat, la variabilité et les extrêmes climatiques sont une dimension climatique clé déterminant l'approche en matière de jeunes et de consolidation de la paix.</p>
<b>Faible formation du capital humain</b>	<p>La population jeune augmente dans un contexte marqué par un développement extrêmement entravé du capital humain du fait de contraintes majeures sur les résultats portant sur la santé et l'éducation. De faibles progrès du développement humain dans certains des pays de la sous-région ont des implications sur la paix et la stabilité. La faible dimension du capital humain est un des facteurs clés façonnant l'approche en matière de jeunes et de consolidation de la paix.</p>

76 Nations Unies. 2020. [Stratégie pour la consolidation de la paix, la prévention et le règlement des conflits dans la région des Grands Lacs.](#)

77 Ibid

78 Ibid

## Réflexions sur les infrastructures de paix au niveau sous-régional

Ce rapport admet que les pays dans les trois sous-régions ont des expériences dans l'établissement d'infrastructures formelles ou informelles en faveur de la paix. Les interventions du système des Nations Unies, telles que le programme PNUD-DPPA sur le Renforcement des Capacités nationales pour la prévention des conflits, ainsi que la Stratégie des Nations Unies pour la Corne de l'Afrique offrent un élan institutionnel pour le développement d'infrastructures de paix. Étant donné la nature changeante des conflits impliquant plus d'acteurs non-étatiques, l'importance grandissante et l'intérêt des jeunes

pour jouer un rôle dans les processus de consolidation de la paix, et au regard des opportunités offertes par les mandats normatifs des Nations Unies, de l'UA et des CER/ MR, il est nécessaire de renforcer l'ancrage des infrastructures de paix au niveau sous-régional. Ce besoin se fonde sur trois facteurs clés: (i) les conflits dans le monde d'aujourd'hui ne connaissent pas de frontières, et leur impact n'est pas confiné aux limites territoriales d'un pays, (ii) avec les jeunes représentant le segment le plus important de la population, ils peuvent être une ressource clé pour la consolidation de la paix; et (iii) l'on reconnaît de plus en plus au sein des Nations Unies, de l'UA et des CER/ MR la nécessité d'une réponse institutionnelle à la hauteur de la nature changeante des conflits.

Novembre 2022 – Communauté rurale de Miti, Sud Kivu, République Démocratique du Congo. Une femme participe au dialogue intergénérationnel sur les jeunes, la paix et la sécurité.

Crédit photo: PNUD RDC



## Conclusion

Les CER/ MR devraient être exploités à bon escient car ils offrent des avantages comparatifs uniques en réponse à la nature changeante des conflits et améliorent l'inclusion des jeunes dans les interventions de consolidation de la paix. À cet effet, recalibrer les outils de prévention des conflits des CER/ MR en adoptant une approche plus centrée sur les jeunes offre une opportunité de répondre aux besoins des jeunes et de faciliter leur inclusion dans les interventions de consolidation de la paix. Ceci implique un recalibrage et une consolidation effectifs des capacités et ressources existantes afin de répondre à la nécessité d'interventions efficaces et dynamiques de consolidation de la paix qui s'appuient sur les jeunes en tant que ressource cruciale.

Il est important de libérer le potentiel des jeunes, étant donné que ce potentiel est fondamental pour la cohésion sociale et la consolidation de la paix. À cet égard, travailler en étroite collaboration avec les CER/ MR afin de consolider davantage les gains issus de la prévention des conflits et instituer des instruments de paix effectifs au niveau sous-régional, constitue un point d'ancrage important des Nations Unies pour l'exploration et le renforcement de ses engagements dans la consolidation de la paix. Certains des exemples les plus récents dans le Bassin du Lac Tchad et la région des Grands Lacs exposés ci-dessus offrent des pistes pour la consolidation des capacités sous-régionales axées sur les jeunes. De même, les Nations Unies continuent d'appliquer la Stratégie régionale pour la Corne de l'Afrique qui met l'accent sur la paix et la sécurité régionales, la résilience et le développement socio-économique, les efforts de gouvernance inclusive et responsable, et le développement durable des ressources naturelles ainsi que la résilience face au climat. Ce cadre, appliqué en coordination avec le Bureau de l'Envoyé spécial, considère les jeunes comme segment démographique vital dans toutes les activités y relatives.

Les Nations Unies mettent aussi en œuvre un Projet régional en faveur de la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent en Afrique avec pour objectif général de soutenir et de renforcer les capacités des États membres, des décideurs politiques, des praticiens et des acteurs clés dans les milieux affectés par des conflits et en transition pour y répondre de manière efficace.

La proposition de la CUA dans le cadre de la Position commune africaine sur l'Architecture de consolidation de la paix des Nations Unies offre un point d'ancrage vital pour davantage consolider le rôle des jeunes dans la consolidation de la paix :

*La coopération politique entre pays voisins devrait impliquer le développement et l'application de stratégies concrètes pour s'attaquer aux défis régionaux de consolidation de la paix à travers un engagement précoce et soutenu pour faire face à des problèmes transnationaux tels que la gestion des ressources transnationales; soutenir le dialogue inclusif sur des problématiques nationales et régionales; et des réformes institutionnelles au sein de certaines des organisations mettant en œuvre des réponses régionales. Les Nations Unies, l'UA et les CER/ MR doivent faire des propositions pertinentes dans ces domaines.*

Étant donné que les jeunes représentent le segment démographique le plus important dans les pays des sous-régions étudiées dans ce rapport, favoriser leur participation à la consolidation de la paix ainsi qu'au développement

de politiques et de réponses programmatiques afin de s'approprier la RCSNU 2250 sera déterminant. Il est aussi nécessaire de faire des efforts similaires au niveau sous-régional en canalisant les investissements axés sur l'augmentation d'infrastructures de paix centrées sur les jeunes et les programmes régionaux en vue de favoriser l'action de ceux-ci.

L'approche doit aller au-delà de l'intégration des jeunes dans la planification et le financement du développement national, y compris avec les Nations Unies, car ils constituent le noyau dur de la population dans la plupart des pays africains. Les jeunes doivent être représentés efficacement en tant que partenaires égaux ayant une influence à toutes les étapes de la gouvernance, des processus politiques et économiques, plutôt que d'être intégrés uniquement pour obéir au respect d'un critère ou d'un quota. Cela est d'autant plus important que les projections et les tendances montrent que les pays fragiles demeureront à revenus relativement faibles et compteront des niveaux de pauvreté plus élevés au sein de leur population. Il est donc essentiel d'adopter une approche multidimensionnelle pour relier les jeunes aux priorités plus larges du développement durable et de le faire systématiquement à tous les niveaux.

#### **Programmes sur les jeunes et la consolidation de la paix**

Une analyse menée par le PNUD au Soudan du Sud sur les sous-cultures des jeunes a révélé plusieurs domaines dans lesquels la consolidation de la paix et la programmation centrée sur les jeunes peuvent constituer une grande valeur ajoutée. En résumé, certaines des principales idées de programmation nécessitant une approche multidimensionnelle pour relier les jeunes au développement durable sont les suivantes:

5. Créer un programme d'éducation qui promeut la pensée critique, l'éducation civique et la

consolidation de la paix au rang des compétences essentielles de la vie.

6. Aller au-delà de l'octroi de formations professionnelles pour fournir aux jeunes des ressources et un mentorat afin de consolider et développer leurs propres entreprises, et de renforcer leurs capacités techniques pour les gérer.
7. Traiter les traumatismes et promouvoir la réconciliation.
8. Construire des ponts entre les jeunes en transcendant toutes les divisions politiques, ethniques et géographiques.
9. Traiter de manière systématique et inclusive les problèmes rencontrés par les jeunes femmes et les filles, qui sont au cœur de nombreux effets des conflits violents.
10. Davantage mettre en œuvre des programmes fondés sur des preuves, coordonnés et à long terme impliquant les jeunes pour répondre aux problèmes de cohésion sociale, de consolidation de la paix et de développement économique.

*Source: Understanding Youth Subcultures in South Sudan: Implications for Peace and Development UNDP South Sudan Country Office.*

Il existe de nombreux points de vue sur le concept d'infrastructure de paix. Comme identifié dans ce rapport, il est nécessaire de consolider les infrastructures de paix au niveau sous-régional en utilisant une optique adaptée aux jeunes pour aborder efficacement la nature complexe de la prévention de la violence et de la consolidation de la paix. La première étape recommandée à cet égard serait de s'engager avec les CER dans l'élaboration d'un concept plus approfondi et plus clair d'infrastructures de paix qui soit prometteur au niveau sous-régional pour renforcer le rôle des jeunes. Deuxièmement, afin de façonner la contribution des jeunes à la consolidation de la paix dans les trois sous-régions, il sera nécessaire de relier les systèmes d'alerte précoce actuels au niveau sous-régional à des infrastructures de paix formelles et informelles appropriées qui considèrent les jeunes comme un élément central et une composante déterminante.

Tous les pays des trois sous-régions ont un fort élément climatique déterminant pour la consolidation de la paix. Les réseaux et organisations de jeunes ont une place particulière



dans la réponse à ce « multiplicateur de menaces » (comme indiqué ci-dessus) par la mise en œuvre d'interventions climatiques ciblées qui tirent parti et mobilisent efficacement les jeunes. En outre, le renforcement des capacités institutionnelles et communautaires afin de répondre aux effets du changement climatique au niveau national est un domaine prioritaire pour les gouvernements, comme en témoignent les plans et stratégies nationaux. Cependant, compte tenu de la nature transnationale de l'impact et de l'utilisation des points d'ancrage créés par les cadres normatifs existants, il est essentiel de renforcer l'attention portée à l'atténuation du changement climatique au niveau des sous-régions.

Il existe de plus en plus une corrélation entre les régions connaissant l'insécurité alimentaire et les régions connaissant des conflits violents ; briser ce lien en faisant participer les jeunes est essentiel. Alors que les pays connaissent des taux de croissance démographique plus élevés, la mise en place de solutions durables à l'insécurité alimentaire dans toutes ses dimensions est la pierre angulaire du renforcement de la résilience. Le rôle des jeunes dans la lutte contre l'insécurité alimentaire consiste à briser le cercle vicieux de l'instabilité où l'insécurité alimentaire émerge dans la plupart des cas à la suite de cycles répétés de conflits. Ce rôle est principalement façonné par le fait qu'une grande partie de la population jeune est engagée dans l'agriculture de subsistance. Cependant, il y a une productivité limitée des jeunes dans ce secteur, causée par une combinaison de facteurs tels que leur pouvoir d'achat limité, les tendances actuelles (en Afrique subsaharienne) où seulement 10 pour cent de la population économiquement active est couverte par les régimes légaux de sécurité sociale, les droits fonciers sécurisés, les intrants technologiques et l'accès aux marchés. Libérer le potentiel des jeunes pour répondre à l'insécurité alimentaire repose sur le renforcement de la réponse institutionnelle visant à améliorer leur accès aux ressources économiques et financières, à remédier à la faiblesse de la gouvernance, en particulier au niveau local, à renforcer les institutions locales et à atténuer les risques toujours croissants des extrêmes climatiques.

Sur la base du nombre d'incidents de conflits violents liés aux frontières, on peut en déduire qu'une attention particulière doit être accordée aux régions frontalières. Les jeunes et les femmes jouent actuellement un rôle central dans la réponse aux besoins des communautés locales dans les zones frontalières en utilisant principalement des structures et des processus traditionnels et informels. Renforcer les capacités des jeunes à faire face aux multiples défis socio-économiques, politiques et

sécuritaires en se concentrant sur ces systèmes traditionnels et informels pourrait être une étape cruciale vers le renforcement de leur capacité à s'engager dans la consolidation de la paix.

La participation effective des jeunes aux processus électoraux est un autre élément clé pour renforcer leur rôle dans la consolidation de la paix. La participation des jeunes à la gouvernance a pour point de départ la participation aux élections. Historiquement, cependant, la participation de ceux-ci aux processus électoraux a été faible. Les principaux obstacles à l'autonomisation des jeunes en faveur de sociétés pacifiques, justes et inclusives comprennent leur exclusion des processus de prise de décision, de développement et de paix, et la non-reconnaissance de leurs besoins ; répondre à ces problèmes fournirait une voie viable pour changer cette tendance. En 2022, le PNUD a mis en œuvre un projet de maintien de la paix durant les processus électoraux (SELECT) pour renforcer les capacités des acteurs électoraux nationaux et des partenaires internationaux en matière : (i) d'identification des facteurs de risque susceptibles d'affecter les élections ; (ii) de conception des programmes et activités visant spécifiquement à prévenir et à réduire le risque de violence ; et (iii) de mise en œuvre des opérations liées aux processus électoraux avec une approche sensible au conflit.

Le rôle des jeunes dans les processus de transition est essentiel pour rendre ce processus de transition légitime. Par exemple, en Guinée, les acteurs de la société civile ainsi que les jeunes ont défini la contribution qu'ils souhaitent apporter au processus de transition, qui a été intégrée dans le plan de plaidoyer afin de s'assurer que leurs idées et leurs aspirations figurent dans le processus global de transition.

Compte tenu des contributions uniques et importantes que les jeunes peuvent apporter, ils représentent un facteur crucial dans la consolidation de la paix. Cependant, les interventions existantes en faveur de la consolidation de la paix aux niveaux national et sous-régional ne répondent pas de manière adéquate au besoin croissant d'inclusion des jeunes dans les processus pertinents. Le rapport recommande donc une approche plus ciblée qui tire parti des ressources, des capacités et des partenariats existants aux niveaux sous-régional et national pour faciliter l'inclusion effective des jeunes dans la consolidation de la paix.

Mars 2023 – Comores. Renforcement de l'approvisionnement en eau résilient au changement climatique dans les îles des Comores (GCF). Crédit photo : PNUD Comores



PROGRAMME DES NATIONS  
UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT  
CENTRE DE SERVICES RÉGIONAL  
POUR L'AFRIQUE

